

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers			
Date	Délibération	Nature	Folio n°
25.06.14	61	1.4	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

SEANCE N° 05 DU 25 JUIN 2014

28 questions, numérotées de 61 à 88

DELIBERATION

CONVENTION DE PARTENARIAT CRESCENDO BOUTIQUE EPHEMERE

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, sauf pour la question n° 73 présidée par Pierre SALLES, doyen d'âge.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUCHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVÉE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents		Suppléants présents		Questions
Annie	GROSSE	Jean-Yves	BAZIN	Ensemble de la séance
Bruno	LOUISE	François	CHOCHON	
Jean-Claude	DORSY	Marie-Christine	LEDEUX	

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :

Mandant		Mandataire		Questions
Brigitte	BASTIANUTTI	Gérard	COLIN	Ensemble de la séance
Chantal	CORVEE	Guy	LANGE	
Jean	CHATELAIS	Subay	SAHIN	
Inès	CHATÉ	Irène	COJEAN	
Yvette	LERICHOMME	Josette	BONNEL	
Lori	HELLOCO	Yves	GOASDOUE	
Michel	DUMAINE	Nadine	COURTEILLE	
Catherine	HAVAS	Jean-Marc	LEVERRIER	
Philippe	SENAUX	Mathieu	HELLOUIN	
				74 à la fin

Excusée : Gaëlle PIOLINE

Absent : Noël DJEZAIRI

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
	61 à 72	43	51
	73	43	49
	74 à 88	42	51

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
19.06.14	19 h 30	Irène COJEAN	21 h 50	26.06.14	30 JUIN 2014

DIFFUSION Interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



Communauté d'Agglomération du Pays de Flers

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	61	1.4	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T

Présenté par

Guy LANGE

Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
ECONOMIE		02	10.06.14	1	
CONSEIL	Séance	05	25.06.14	N° d'ordre	N° délibération
				1	61

OBJET	CONVENTION DE PARTENARIAT - CRESCENDO - BOUTIQUE EPHEMERE
--------------	--

YZ/AJ/EA

Chers Collègues,

En juin 2012, la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers est devenu partenaire d'un projet européen interreg : RECREATE.

Ce projet a pour objectif principal de favoriser le dynamisme économique des centres-villes en créant les conditions d'accueil et d'implication des entreprises du secteur créatif.

Dans l'écriture du projet RECREATE, la CAPF s'est positionnée, entre autre, sur l'action des boutiques éphémères. Cette action consiste à louer une cellule commerciale vide du centre-ville et de la mettre à disposition d'entrepreneurs créatifs voulant tester leur concept pendant une durée d'environ 6 mois.

La coopérative de création d'activités, Crescendo, possède un grand nombre de membres souhaitant tester, expérimenter la vente de leurs produits.

L'objectif est que le partenariat avec Crescendo permette, en s'appuyant sur les compétences de cette dernière, une gestion des aspects administratif, juridique et financier des boutiques éphémères pour l'entrepreneur créatif installé temporairement dans une cellule commerciale. L'aspect coordination et communication autour de ce concept sera réalisé par la CAPF en concertation avec son partenaire.

L'inscription de ce projet dans le cadre de RECREATE permet une prise en charge à hauteur de 50% de l'ensemble des frais engagés par la C.A.P.F. y compris les frais de personnel.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - APPROUVER** le projet présenté.
- 2 - AUTORISER** Monsieur Le Président, ou son représentant, à signer la convention (jointe en annexe) et toutes les pièces relatives à cette opération.

ADOpte A L'UNANIMITE.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140625-DEL61-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/06/2014
Publication : 30/06/2014



Le Président,

Yves GOASDOUE

Annexe à la délibération n° 61
du CC n° 05 en date du 25.06.16

PROJET « BOUTIQUE EPHEMERE A FLERS »

CONVENTION de PARTENARIAT

ENTRE LA COOPERATIVE DE CREATION D'ACTIVITE, CRESCENDO, chef de file du projet,

ET

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS

Contexte général :

En décembre 2010, la Direction Attractivité du Territoire (DAT) a été contactée par le correspondant Europe de la Région Basse-Normandie afin de participer à un projet appelé CURE (Catalysing Urban centre Renaissance by delivering Enterprise hubs for the Creative Industries) dont le chef de file est le Medway Council.

Le projet est finalement dénommé: RECREATE (**RE**alising the potential for **CR**eative insdustries to deliver Economic regeneration **And** to boost Town centre Employment).

Il a pour objectif principal de **favoriser le dynamisme économique des centres-villes** en créant les conditions d'accueil et d'implication des **entreprises du secteur créatif**. Cela comprend un important travail de collaboration et d'échanges transfrontaliers entre les partenaires du projet.

Il s'agit donc de faire des industries créatives, un levier pour le dynamisme économique et commercial, et pour l'attractivité du territoire.

Dans l'écriture du projet RECREATE, la CAPF s'est positionnée, entre autre, sur l'action des **boutiques éphémères**. Afin de promouvoir et de mettre en valeur les entreprises créatives, les partenaires du projet RECREATE organisent un réseau transfrontalier de **boutiques pop-up**. Ces boutiques offriront l'occasion de présenter des créations artistiques, des travaux sur les médias numériques, des produits design ... des entrepreneurs créatifs.

Cette action consiste à **louer des cellules commerciales** vides du centre-ville et de **les mettre à disposition d'entrepreneurs créatifs** voulant tester leur concept pendant une durée d'environ 6 mois.

Par ailleurs, il existe sur le territoire, une Coopérative d'Activités et d'Emploi (C.A.E.), **CRESCENDO**, qui a pour objectif de **créer des emplois ou des entreprises pérennes et de la richesse économique et sociale sur son territoire**. Pour Crescendo, le territoire d'intervention est le département de l'Orne. Elle propose aux porteurs de projet un **hébergement juridique, social, comptable et fiscal de leur activité** et rassemble dans un même cadre des entrepreneurs qui mènent des activités très diverses.

Actuellement Crescendo compte **deux salariées-associées** dont la mission est d'une part, la gestion et la promotion de la CAE et, d'autre part, l'accompagnement et la formation des entrepreneurs salariés.

Le parcours se fait en deux étapes.

Première étape : dans le cadre d'une simple convention, le porteur de projet s'engage à s'investir dans son projet, à participer à la vie de la C.A.E. et à en respecter les règles de fonctionnement. Crescendo s'engage à accompagner le porteur de projet selon ses besoins (stratégie commerciale, de communication, établissement de devis, ...) et à lui offrir un hébergement juridique, social et comptable. Cette étape permet de prospecter et de vérifier son marché. Durant cette période, le porteur de projet conserve son statut antérieur.

Seconde étape : dès que le porteur de projet peut établir une première facturation, Crescendo l'embauche dans le cadre d'un contrat de travail à durée indéterminée. Il est alors appelé entrepreneur-salarié. Son salaire sera établi à partir de son chiffre d'affaires ; La C.A.E. poursuit sa mission d'accompagnement et établit un compte de résultat à la fin de chaque mois afin qu'il puisse mesurer l'évolution de son activité et se familiariser avec les outils comptables. L'objectif est de permettre aux entrepreneurs-salariés d'acquérir des compétences qui leur faciliteront la prise de décisions et ainsi devenir des « chefs d'entreprise ».

Au cours de ces deux étapes, un point régulier sur l'évolution de l'activité est réalisé afin de déterminer s'il y a lieu de poursuivre le projet puis de mesurer la capacité d'autonomie de l'entrepreneur-salarié afin de préparer sa sortie de la C.A.E. et la création de sa propre entreprise.

A tout moment, l'entrepreneur salarié peut faire le choix de sortir de la C.A.E. Tout est alors mis en œuvre pour faciliter soit son inscription dans un parcours de demandeur d'emploi si le départ est lié à un abandon du projet, soit son démarrage d'entreprise.

Les ressources de fonctionnement de Crescendo, comme de toute autre C.A.E., sont constituées par :

- des activités de formation ou des prestations diverses qui sont dispensées par l'équipe permanente à l'extérieur de Crescendo
- un prélèvement de 10% sur le chiffre d'affaires ou la marge brute des entrepreneurs-salariés selon leur activité
- des financements publics

La C.A.E. accompagne majoritairement des personnes en convention ou générant peu de chiffre d'affaires. Les financements publics permettent la démarche d'accompagnement et de pédagogie auprès des porteurs de projet et entrepreneurs-salariés. Cette démarche évite les installations mal préparées et augmente ainsi la pérennité des entreprises.

Le projet et l'organisation :

Lors de leur première réunion du 3 mars 2014, menée sous l'égide de la C.A.P.F., les partenaires du projet ont unanimement décidé d'engager une réflexion sur la mise en place d'une action mettant en place une boutique éphémère dans le centre-ville de Flers.

Plusieurs raisons ont conduit à cette décision :

- La nécessité de réaliser cette action rapidement étant financée à 50% par le projet Interreg RECREATE jusqu'en février 2015
- La possibilité de mutualiser les compétences complémentaires de chacun des partenaires

D'ici 2015, les objectifs à remplir sont les suivants :

- Ouvrir une boutique éphémère dans le centre-ville de Flers ;
- Mettre cette boutique à disposition des entrepreneurs créatifs membres de CRESCENDO et des entrepreneurs créatifs issus des territoires des partenaires du projet RECREATE afin qu'ils puissent expérimenter la vente de leurs produits ;
- Participer au développement à la redynamisation du cœur de ville de Flers
- Construire la stratégie de communication autour du projet

Les actions en 2014 :

Pour 2014 les actions suivantes seront mise en place dans le cadre du comité technique :

- Trouver une cellule commerciale correspondant au projet visé, l'aménager pour qu'elle soit adaptée à la vente de différents produits
- Elaborer une programmation d'occupation de la boutique éphémère sur l'ensemble de la période afin que l'espace de commerce ne soit jamais vide
- Etablir un plan de communication afin de valoriser le projet et les entrepreneurs créatifs y participant

Ainsi, entre,

La Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, dont le siège se situe CS 149 - 61103 FLERS CEDEX
Représentée par Yves GOASDOUE, Président,

Et,

La coopérative, CRESCENDO, dont le siège se situe : 25 Rue Jules Gévelot - 61100 FLERS
Représentée par Sylvie ERRARD, Gérante,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de :

- marquer l'engagement de chaque partenaire à contribuer au projet intitulé « Boutiques éphémères à Flers » selon les orientations proposées pour la période 2014-2015 ;
- définir les modalités de gouvernance et de fonctionnement du projet ;
- définir les règles de financement communes du projet.

Elle définit le cadre global du partenariat et sa signature engage les partenaires à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réussite du projet

Article 2 : Date et durée de la convention

La convention prend effet en 2014. Elle se terminera le 28/02/2015. Elle pourra être prolongée par avenant, en cas de nécessité, et par commun accord entre les partenaires.

Article 3 : Organisation fonctionnelle du projet

Un **comité de pilotage**, animé par la CAPF, réunit les financeurs du projet : il est l'organe des décisions techniques et politiques du projet.

Il est épaulé dans ses travaux par le **comité technique** à qui il confie la mise en œuvre d'une ou plusieurs actions, encadrée par un planning de réalisation. Il assure la mise en œuvre opérationnelle des actions communes et constituent les organes de propositions techniques du projet. Il est animé par un **agent de la DAT** clairement identifié et d'un **agent de Crescendo**, en charges des convocations, de l'animation des travaux, de la rédaction des documents techniques et des relations entre les partenaires.

La coordination générale, technique et financière du projet est assurée par la DAT, appuyé par un agent de Crescendo.

Article 4 : Rôle et engagements de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers

La CAPF s'engage à :

- participer ou assurer leur représentation aux réunions du comité de pilotage et du comité technique
- prendre à sa charge le paiement du loyer, les charges et assurance de la cellule commerciale choisie
- prendre à sa charge les coûts de communication concernant le projet

Article 5 : Rôle et engagements de Crescendo

Crescendo s'engage auprès du partenaire à assurer la coordination opérationnelle du projet afin de le mener à son terme dans de bonnes conditions.

Afin d'atteindre cet objectif, Crescendo travaillera en étroite collaboration avec la CAPF. Pour cela, Crescendo :

1 - Informera les partenaires de la progression et de l'avancement du projet et sera chargé de suivre les actions décidées par le comité de pilotage.

2 - Transmettra aux partenaires tous les documents utiles à la compréhension de l'avancée du projet, notamment le compte-rendu des réunions du comité technique, les documents de communication.

3 - S'engage à assurer l'avance des frais relatifs à la cellule commerciale comme décrits à l'annexe 1. A ce titre, elle s'assure de la disponibilité des crédits auprès de la CAPF, partenaire financeur, avant d'engager la commande des actions prévues. La disponibilité des crédits sera établie sur la base de la présentation d'une délibération ou d'un courrier officiel attestant de l'attribution des crédits nécessaires par La Communauté d'Agglomération du Pays de Flers. Dans l'éventualité où les crédits seraient engagés sans l'accord de la CAPF, celle-ci ne serait pas tenue de prendre en charge lesdites factures. Avant la date de fin de convention fixée à l'article 2, Crescendo collectera les financements auprès du partenaire financeur et selon les modalités fixées avec lui.

La contribution de Crescendo au partenariat se fera sous forme d'appui et de conseil envers les entrepreneurs créatifs de la boutique éphémère par plusieurs de ses agents dans les domaines suivants (identifié dans l'annexe 1 sous l'item coordination) :

- comptabilité
- secrétariat
- coordination générale (formation commerciale ...)

Article 6 : Plan d'action et budget communs pour le projet

La Communauté d'Agglomération du pays de Flers procédera au remboursement des sommes engagées par CRESCENDO dans la limite du budget fixé dans l'annexe 1 et approuvé par la CAPF.

Ce remboursement s'effectuera sur présentation d'une facture émise par CRESCENDO, accompagné de la copie des factures correspondantes (ou bons de commande correspondants).

Le délai de paiement est fixé à 30 jours.

Article 7 : Propriété des productions communes

L'ensemble des travaux produits sur financements communs seront propriété partagée de l'ensemble des partenaires. A ce titre, CRESCENDO s'engage à fournir tous les documents à la CAPF.

Article 8 : Modifications de la convention

Toute modification des termes de la présente convention, doit faire l'objet d'un avenant écrit entre les parties, conclu dans les mêmes formes et conditions que la présente convention.

Article 9 : Litiges

En cas de différends, la Coopérative CRESCENDO et la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers s'obligent à aboutir à un règlement à l'amiable. Si leurs efforts demeurent infructueux, ils auront recours à une procédure d'arbitrage extra judiciaire. Tous les conflits juridiques en relation ou résultant de la présente convention, y compris sa validité et la clause relative à l'arbitrage seront traités selon les dispositions des instances juridictionnelles du lieu de la rédaction de la présente convention.

Fait en 3 exemplaires à Flers, le 26/05/2014,

Pour CRESCENDO

La Gérante

Sylvie ERRARD

(Signature et cachet de l'organisme)


CRESCENDO
SCOP à Capital Variable
"Les Jardins de l'Orangerie"
25 rue Jules Gévelot - 61100 FLERS
Tél. 02 33 64 43 42
SIRET 510 290 786 00019 - RCS Alençon

Pour la Communauté
d'Agglomération du Pays de Flers

Le Président




Yves GOASDOUÉ

(Signature et cachet de l'organisme)

Annexe 1 : tableau financier

CHARGES	Prévisionnel	Pris en charge par
Coordination		
Secrétariat	1 000 €	CRESCENDO
Comptabilité	1 000 €	CRESCENDO
Coordination générale	1 500 €	CRESCENDO
Cellule commerciale		
Loyer	6 000 €	C.A.P.F.
Charges	1 000 €	C.A.P.F.
Assurances	500 €	C.A.P.F.
Aménagement	3 000 €	C.A.P.F.
Marketing et communication		
Enseigne	1 000 €	C.A.P.F.
Prospectus	800 €	C.A.P.F.
TOTAL DEPENSES	15 800 €	

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers			
Date	Délibération	Nature	Folio n°
25.06.14	63	7.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

SEANCE N° 05 DU 25 JUIN 2014

28 questions, numérotées de 61 à 88

DELIBERATION

MISE EN ŒUVRE DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES ETUDES NECESSAIRES POUR LA CONSTRUCTION ET LE REDIMENSIONNEMENT D'UNITES DE TRAITEMENT DES EAUX USEES – DEMANDE DE SUBVENTION

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, sauf pour la question n° 73 présidée par Pierre SALLES, doyen d'âge.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUCHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVÉE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents		Suppléants présents		Questions
Annie	GROSSE	Jean-Yves	BAZIN	Ensemble de la séance
Bruno	LOUISE	François	CHOCHON	
Jean-Claude	DORSY	Marie-Christine	LEDEUX	

Tous présents, à l'exception de :

Mandant		Mandataire		Questions
Brigitte	BASTIANUTTI	Gérard	COLIN	Ensemble de la séance
Chantal	CORVEE	Guy	LANGE	
Jean	CHATELAIS	Subay	SAHIN	
Inès	CHATÉ	Irène	COJEAN	
Yvette	LERICHOMME	Josette	BONNEL	
Lori	HELLOCO	Yves	GOASDOUE	
Michel	DUMAINE	Nadine	COURTEILLE	
Catherine	HAVAS	Jean-Marc	LEVERRIER	
Philippe	SENAUX	Mathieu	HELLOUIN	
				74 à la fin

Excusée : Gaëlle PIOLINE

Absent : Noël DJEZAIRI

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
	61 à 72	43	51
	73	43	49
	74 à 88	42	51

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
19.06.14	19 h 30	Irène COJEAN	21 h 50	26.06.14	30 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage – Thématique 2. Registre – Chemise Conseil – R.A.I. si nécessaire



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	63	7.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T

Présenté par

Bruno LOUISE

Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
EAUX USEES EAUX PLUVIALES SPANC		02	12.06.14	1	
CONSEIL	Séance	05	25.06.14	N° d'ordre	N° délibération
				3	63

OBJET	MISE EN ŒUVRE DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES - ETUDES NECESSAIRES POUR LA CONSTRUCTION ET LE REDIMENSIONNEMENT D'UNITES DE TRAITEMENT DES EAUX USEES - DEMANDE DE SUBVENTION
--------------	--

JCD/EA

Chers Collègues,

La Communauté d'Agglomération du Pays de Flers (CAPF) a, par délibération n° 270 du 19 décembre 2013, approuvé le nouveau plan de zonage d'assainissement des eaux usées sur l'ensemble des communes de la CAPF avant fusion du 1^{er} janvier 2013.

Afin de mettre en œuvre ce zonage, plusieurs installations de transfert et de traitement des eaux usées doivent être construites ou redimensionnées. Notamment, une unité d'épuration des eaux usées doit être construite pour traiter les eaux usées des villages de la commune de Cerisy Belle Etoile situés en zonage d'assainissement collectif ; et l'unité d'épuration des eaux usées existante de Montilly sur Noireau doit être redimensionnée pour traiter en plus de ce qu'elle traite déjà actuellement les eaux usées des villages de la commune de Caligny et de Montilly sur Noireau situés en zonage d'assainissement collectif.

L'Agence de l'Eau Seine-Normandie et le Conseil Général de l'Orne peuvent aider financièrement la collectivité à la réalisation des études nécessaires pour la construction et le redimensionnement des ces unités de traitement des eaux usées.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

AUTORISER Monsieur le Président à solliciter les subventions auprès de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et du Conseil Général de l'Orne à leur taux maximum.

ADOpte A L'UNANIMITE.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140625-DEL63-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/06/2014

Publication : 30/06/2014



Le Président,

Yves GOASDOUE

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers			
Date	Délibération	Nature	Folio n°
25.06.14	64	8.9	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

SEANCE N° 05 DU 25 JUIN 2014

28 questions, numérotées de 61 à 88

DELIBERATION

ARCHIVES DU PAYS DE FLERS DEPOT MANUEL D'ARCHIVES

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, sauf pour la question n° 73 présidée par Pierre SALLES, doyen d'âge.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUICHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVÉE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SÉRAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents		Suppléants présents		Questions
Annie	GROSSE	Jean-Yves	BAZIN	Ensemble de la séance
Bruno	LOUISE	François	CHOCHON	
Jean-Claude	DORSY	Marie-Christine	LEDEUX	

Tous présents, à l'exception de :

Mandant		Mandataire		Questions
Brigitte	BASTIANUTTI	Gérard	COLIN	Ensemble de la séance
Chantal	CORVEE	Guy	LANGE	
Jean	CHATELAIS	Subay	SAHIN	
Inès	CHATÉ	Irène	COJEAN	
Yvette	LERICHOMME	Josette	BONNEL	
Lori	HELLOCO	Yves	GOASDOUE	
Michel	DUMAINE	Nadine	COURTEILLE	
Catherine	HAVAS	Jean-Marc	LEVERRIER	
Philippe	SENAUX	Mathieu	HELLOUIN	
				74 à la fin

Excusée : Gaëlle PIOLINE

Absent : Noël DJEZAIRI

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
	61 à 72	43	51
	73	43	49
	74 à 88	42	51

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
19.06.14	19 h 30	Irène COJEAN	21 h 50	26.06.14	30 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	64	8.9	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T

Présenté par

Michèle POLVE

Vice-Présidente

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
POLE CULTUREL		02	12.06.14	1	
CONSEIL	Séance	05	25.06.14	N° d'ordre	N° délibération
				4	64

OBJET	ARCHIVES DU PAYS DE FLERS – DEPOT MANUEL D'ARCHIVES
-------	---

HT/EA

Chers Collègues,

Madame Emilie REQUET possède un important fonds d'archives. Il s'agit principalement de documents notariés présentant un intérêt pour l'histoire locale. Il s'agit d'un ensemble de documents couvrant une période allant de 1790 à 1894 représentant 1 boîte d'archives. Il portera la référence 129S.

Considérant l'intérêt que ces archives représentent pour l'histoire locale, Madame Emilie REQUET souhaite les laisser en dépôt aux Archives du Pays de Flers afin qu'elles puissent être conservées dans de bonnes conditions mais également afin de compléter le fonds d'archives existant. Ces documents seront numérisés et la copie en sera conservée définitivement aux Archives du Pays de Flers.

Ce dépôt est soumis à conditions : toutes communications et reproductions de documents devront en outre être soumises à l'autorisation écrite du déposant.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

ACCEPTER ce dépôt.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140625-DEL64-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/06/2014

Publication : 30/06/2014

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers			
Date	Délibération	Nature	Folio n°
25.06.14	65	7.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

SEANCE N° 05 DU 25 JUN 2014

28 questions, numérotées de 61 à 88

DELIBERATION

DEMANDE DE SUBVENTION LEADER POUR L'AQUISITION D'UNE SCENE MOBILE

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, sauf pour la question n° 73 présidée par Pierre SALLES, doyen d'âge.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUCHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVEE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents		Suppléants présents		Questions
Annie	GROSSE	Jean-Yves	BAZIN	Ensemble de la séance
Bruno	LOUISE	François	CHOCHON	
Jean-Claude	DORSY	Marie-Christine	LEDEUX	

Tous présents, à l'exception de :

Mandant		Mandataire		Questions
Brigitte	BASTIANUTTI	Gérard	COLIN	Ensemble de la séance
Chantal	CORVEE	Guy	LANGE	
Jean	CHATELAIS	Subay	SAHIN	
Inès	CHATÉ	Irène	COJEAN	
Yvette	LERICHOMME	Josette	BONNEL	
Lori	HELLOCO	Yves	GOASDOUE	
Michel	DUMAINE	Nadine	COURTEILLE	
Catherine	HAVAS	Jean-Marc	LEVERRIER	
Philippe	SENAUX	Mathieu	HELLOUIN	
				74 à la fin

Excusée : Gaëlle PIOLINE

Absent : Noël DJEZAIRI

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
	61 à 72	43	51
	73	43	49
	74 à 88	42	51

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
19.06.14	19 h 30	Irène COJEAN	21 h 50	26.06.14	30 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	65	7.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T

Présenté par

Michèle POLVE

Vice-Présidente

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
POLE CULTUREL		02	12.06.14	2	
CONSEIL	Séance	05	25.06.14	N° d'ordre	N° délibération
				5	65

OBJET	DEMANDE DE SUBVENTION LEADER POUR L'AQUISITION D'UNE SCENE MOBILE
-------	---

CMi/AG/EA

Chers Collègues,

La CAPF développe un programme d'animations et de manifestations en extérieur incluant des concerts et des spectacles. La tenue de ceux-ci nécessite un matériel permettant de recréer en extérieur une scène sur laquelle évoluent artistes et techniciens.

Dans le but d'offrir une meilleure visibilité à l'action et de sécuriser l'espace scénique interdit au public, il a paru utile de compléter le matériel préexistant (une estrade à assembler) par l'acquisition d'une scène mobile.

Cette scène est en réalité une remorque qui doit être tractée sur le lieu de la manifestation, puis déployée afin d'offrir une surface de 38 à 70 m². La hauteur sol plancher peut être ajustée de 0.96 à 1.50 m. Le déploiement de la remorque est facilité par des vérins hydrauliques de stabilisation et un système antirenversement assure la sécurité de l'ensemble.

Le remisage, l'entretien et la mise à disposition (convoyage et déploiement) de ce matériel seront effectués par les services de la Direction Espaces publics et du Patrimoine et par ceux de la Direction de la Culture selon des modalités qui restent à fixer.

Pour des raisons de maîtrise des coûts de fonctionnement, de préservation du matériel et d'organisation des équipes, il est proposé de réserver l'usage de la remorque-scène à la mise en œuvre d'actions culturelles et de loisirs portées par la CAPF ou réalisées en partenariat. Il n'y aura ainsi pas de mise à disposition de ce matériel, ni à titre onéreux, ni à titre gratuit.

Un dossier de demande de subvention ayant déjà été déposé pour un financement FNADT (cf délibération n° 333 du conseil communautaire du 17 mars 2014), le plan de financement envisagé est le suivant :

LEADER	23 569,48 €	44,00 %
FNADT	19 284,12 €	36,00 %
CAPF	10 713,40 €	20,00 %
TOTAL	53 567,00 €	100,00 %

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	65	7.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - APPROUVER** le projet d'achat d'une scène mobile pour un montant total HT prévisionnel de 53 567,00 €.
- 2 - CHARGER** Monsieur le Président ou son représentant de solliciter une subvention LEADER de 23 569,48€ et de signer toutes les pièces rattachées à cet objet.
- 3 - APPROUVER** un autofinancement de la Communauté d'Agglomération à hauteur de 10 713,40€

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,
Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140625-DEL65-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/06/2014
Publication : 30/06/2014

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers			
Date	Délibération	Nature	Folio n°
25.06.14	66	8.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

SEANCE N° 05 DU 25 JUIN 2014

28 questions, numérotées de 61 à 88

DELIBERATION

REFORME DES RYTHMES SCOLAIRES ACCORD DE PRINCIPE

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, sauf pour la question n° 73 présidée par Pierre SALLES, doyen d'âge.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUCHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Beliou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVÉE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents		Suppléants présents		Questions
Annie	GROSSE	Jean-Yves	BAZIN	Ensemble de la séance
Bruno	LOUISE	François	CHOCHON	
Jean-Claude	DORSY	Marie-Christine	LEDEUX	

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :		Mandant	Mandataire	Questions
Brigitte	BASTIANUTTI	Gérard	COLIN	Ensemble de la séance
Chantal	CORVEE	Guy	LANGE	
Jean	CHATELAIS	Subay	SAHIN	
Inès	CHATÉ	Irène	COJEAN	
Yvette	LERICHOMME	Josette	BONNEL	
Lori	HELLOCO	Yves	GOASDOUE	
Michel	DUMAINE	Nadine	COURTEILLE	
Catherine	HAVAS	Jean-Marc	LEVERRIER	
Philippe	SENAUX	Mathieu	HELLOUIN	
				74 à la fin

Excusée : Gaëlle PIOLINE

Absent : Noël DJEZAIRI

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
	61 à 72	43	51
	73	43	49
	74 à 88	42	51

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
19.06.14	19 h 30	Irène COJEAN	21 h 50	26.06.14	30 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	66	8.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T

Présenté par
Vincent Beaumont
Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
PETITE ENFANCE JEUNESSE		02	12.06.14	1	
CONSEIL	Séance	05	25.06.14	N° d'ordre	N° délibération
				6	66

OBJET	REFORME DES RYTHMES SCOLAIRES - ACCORD DE PRINCIPE
-------	--

GB/TD/EA

Chers collègues,

Le décret du 24 janvier 2013 modifie l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires, en répartissant notamment les 24 heures d'enseignement hebdomadaires en neuf demi-journées. Cette modification impacte les rythmes de vie des enfants, mais aussi l'ensemble des acteurs éducatifs du territoire.

Le 28 Janvier 2013, Le bureau de la C.A.P.F a validé l'idée d'avoir une organisation concertée entre les communes, la CAPF et les partenaires de manière à assurer le respect de quelques grands principes :

- mutualiser les ressources de nos communes et des associations pour permettre la prise en compte de l'intérêt commun de tous les enfants du territoire
- consolider l'emploi et le tissu associatif
- donner du sens à la communauté de destin qui a été constituée lors de la Fusion
- permettre la mise en œuvre d'une réelle complémentarité entre le temps scolaire et les temps péri-éducatifs et périscolaires
- faciliter l'implication des enseignants et des parents
- garantir une cohérence territoriale et une continuité entre les projets des écoles

Depuis le 28 janvier 2013, un travail de longue haleine a été mené par tous les acteurs de cette réforme, ainsi :

Le 16 Février 2013, les Maires de la C.A.P.F, constitués en Comité de pilotage, ont acté d'aborder ensemble la réforme des rythmes scolaires en privilégiant une démarche mutualiste garante de la souveraineté des communes en matière scolaire. Le comité de pilotage a acté également les deux principes suivants :

- application de la réforme à la rentrée 2014
- semaine de classe sur 9 demi-journées dont le mercredi matin

C'est dans ce cadre que la CAPF a mis en place un Comité Technique d'appui à la mise en œuvre de la réforme pour septembre 2014.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	66	8.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

Le 12 Octobre 2013 le Comité de pilotage a décidé de fixer des orientations et un cadre commun :

- un Temps d'Activités Périscolaires (TAP) de 1H30 sur 3H00 par semaine pour les élèves en classe élémentaire dédiée à une activité de qualité sera mis en œuvre par la CAPF et financée par les communes
- les autres temps périscolaires restant à la charge des communes (Pilotage, coordination et mise en œuvre)

Dans le cadre de cette mission, les services de l'agglomération se sont attachés à toujours travailler en concertation :

- Juin/Juillet 2013 : Le Comité Technique a coordonné des réunions de travail sur 5 secteurs avec les élus pour échanger sur leurs premières approches et réflexions vers « une mutualisation » des projets
- 4 Octobre 2013 : Le Comité Technique a rencontré le Responsable de l'action sociale de la CAF de L'Orne
- Octobre/décembre 2013 : Les communes ont validé le Projet d'Organisation du Temps Scolaire par les conseils d'écoles
- Décembre 2013/janvier 2014 : La CAPF a recensé les ressources locales et fait un appel à candidature auprès des différents acteurs de la CAPF (associations, micro entreprises, institutions, etc....) qui œuvrent sur le champ de l'Education
- 13 Février 2014 : Rencontre techniciens ville de Flers et CAPF avec Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP)
- Février/avril 2014 : la CAPF a identifié et analysé les principales ressources du territoire en matière d'offre d'activités sportives, culturelles, de loisirs, etc... Des rencontres ont eu lieu avec différents partenaires

A l'issue de ce long travail, le comité technique a fait les propositions suivantes :

- Création d'une commission « Pôle Ressources » qui aura notamment pour mission de planifier les activités
- Le choix d'avoir un tarif unique par activité pour les communes
- Appui de la CAPF pour soutenir les communes dans la mise en œuvre de ces nouveaux temps pour en garantir la qualité et l'équité

L'appui de la CAPF comporte, notamment, un volet financier qui se décompose en deux parts :

- Une aide pour favoriser la diversité et la qualité des activités péri-éducatives qui aura la même base de calcul que celle de la C.A.F pour le financement d'un centre de loisirs périscolaire. Etant précisé que cette aide concernera les enfants domiciliés sur le territoire de la CAPF, sur la base de leur participation au dispositif mis en œuvre par la CAPF.

Soit 0,50 euros x nombre d'heures réalisées par enfant présent X36 semaines (Sur la base, maximum, de 2010 enfants, cela représenterait un montant de **54 270 €**)

- Le financement d'un coordinateur des activités éducatives :

Soit 0.5 ETP pour un montant de **20 000 €**

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	66	8.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

Le 5 mai 2014, le Comité Technique a présenté ces propositions au Bureau de la CAPF, qui a donné un avis favorable.

Le 15 mai 2014, la Commission finances de la C.A.P.F a émis un avis favorable sur le dispositif proposé.

Afin de le mettre en œuvre, il vous est proposé, dans un premier temps, de décider que la mise en œuvre de cette réforme constitue un intérêt commun pour toutes les collectivités de notre territoire notamment en ce qu'elle permet une approche qualitative et équitable. Dans un second temps, vous serez amené, à la rentrée, à vous prononcer sur les conditions précises de cette mise en œuvre qui seront formalisées juridiquement dans des conventions de coopération qui seront passées entre la CAPF et les communes.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - DONNER** un accord de principe à l'organisation d'1h30 d'activité par la CAPF dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires.
- 2 - DONNER** un accord de principe au dispositif d'appui de la CAPF aux communes, tel que décrit ci-dessus, dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires.
- 3 - AUTORISER** Monsieur le Président à mettre en œuvre et à signer tous les documents nécessaires à cette réforme.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140625-DEL66-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/06/2014

Publication : 30/06/2014

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers			
Date	Délibération	Nature	Folio n°
25.06.14	67	7.4	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

SEANCE N° 05 DU 25 JUIN 2014

28 questions, numérotées de 61 à 88

DELIBERATION

COHESION SOCIALE – FLASH AMENAGEMENT DES LOCAUX JOSEPH MORIN SUBVENTION D'EQUIPEMENT

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, sauf pour la question n° 73 présidée par Pierre SALLES, doyen d'âge.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUCHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVEE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents		Suppléants présents		Questions
Annie	GROSSE	Jean-Yves	BAZIN	Ensemble de la séance
Bruno	LOUISE	François	CHOCHON	
Jean-Claude	DORSY	Marie-Christine	LEDEUX	

Tous présents, à l'exception de :

Mandant		Mandataire		Questions
Brigitte	BASTIANUTTI	Gérard	COLIN	Ensemble de la séance
Chantal	CORVEE	Guy	LANGE	
Jean	CHATELAIS	Subay	SAHIN	
Inès	CHATÉ	Irène	COJEAN	
Yvette	LERICHOMME	Josette	BONNEL	
Lori	HELLOCO	Yves	GOASDOUE	
Michel	DUMAINE	Nadine	COURTEILLE	
Catherine	HAVAS	Jean-Marc	LEVERRIER	
Philippe	SENAUX	Mathieu	HELLOUIN	
				74 à la fin

Excusée : Gaëlle PIOLINE

Absent : Noël DJEZAIRI

EFFECTIF		Question	Présents	Votants
En exercice	: 53	61 à 72	43	51
Quorum	: 27	73	43	49
		74 à 88	42	51

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
19.06.14	19 h 30	Irène COJEAN	21 h 50	26.06.14	30 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage – Thématique 2. Registre – Chemise Conseil – R.A.I. si nécessaire



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	67	7.4	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T Présenté par Vincent BEAUMONT Vice-Président	C.A.P.F.		N°	Date	Question	
	PETITE ENFANCE JEUNESSE		02	12.06.14	2	
	CONSEIL	Séance	05	25.06.14	N° d'ordre	N° délibération
					7	67

OBJET	COHESION SOCIALE – FLASH – AMENAGEMENT DES LOCAUX JOSEPH MORIN – SUBVENTION D'EQUIPEMENT
--------------	---

NL/TT/EA

Chers Collègues,

L'association FLASH met en œuvre des actions destinées notamment aux habitants des quartiers éligibles à la politique de la ville. L'association participe ainsi à la dynamique du territoire et contribue à la création de lien social sur ces quartiers et plus largement sur la Communauté d'Agglomération de Flers, à travers des actions en direction de la famille, de la jeunesse et de la petite enfance.

L'association va, dans les prochains jours, centraliser ses actions dans de nouveaux locaux – Joseph Morin, sis 15 rue Jules Appert – qui a fait l'objet d'une rénovation dans le cadre du programme ANRU. Pour accueillir dans de bonnes conditions les familles et les enfants, l'association souhaite renouveler son mobilier afin qu'il soit adapté au nouvel équipement et aux différentes tranches d'âges.

Considérant le coût total de ces investissements de 27 937,64 €, l'association a recherché des cofinancements. Il en résulte le plan de financement suivant :

Partenaires	Montant des aides	Pourcentage
FLASH (Auto-financement)	4 470,02 €	16 %
CAPF	5 587,53 €	20 %
CAF	5 587,53 €	20 %
LEADER	12 292,56 €	44 %
Total	27 937,64 €	100 %

L'association FLASH sollicite auprès de la CAPF une subvention d'équipement de 5 587.53 €.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	67	7.4	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1- ACCORDER** une subvention d'équipement de 5 587,53 € pour permettre l'achat de mobilier en vue de l'emménagement de l'association FLASH dans des nouveaux locaux.
- 2- PRECISER** que cette participation sera versée sur présentation d'un état détaillé des dépenses avec justificatifs.
- 3- INSCRIRE** le montant de la subvention d'équipement au Budget Général, chapitre 204.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140625-DEL67-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/06/2014

Publication : 30/06/2014

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers			
Date	Délibération	Nature	Folio n°
25.06.14	68	2.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

SEANCE N° 05 DU 25 JUIN 2014

28 questions, numérotées de 61 à 88

DELIBERATION

FUSION DE LA CAPF ET DE LA CDC HAUTE VARENNE ET HOULME ADHESION DE LA COMMUNE DE LANDISACQ REGULARISATION DU FONCIER

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, sauf pour la question n° 73 présidée par Pierre SALLES, doyen d'âge.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUCHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LAGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVEE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents		Suppléants présents		Questions
Annie	GROSSE	Jean-Yves	BAZIN	Ensemble de la séance
Bruno	LOUISE	François	CHOCHON	
Jean-Claude	DORSY	Marie-Christine	LEDEUX	

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :

Mandant		Mandataire		Questions
Brigitte	BASTIANUTTI	Gérard	COLIN	Ensemble de la séance
Chantal	CORVEE	Guy	LANGE	
Jean	CHATELAIS	Subay	SAHIN	
Inès	CHATÉ	Irène	COJEAN	
Yvette	LERICHOMME	Josette	BONNEL	
Lori	HELLOCO	Yves	GOASDOUE	
Michel	DUMAINE	Nadine	COURTEILLE	
Catherine	HAVAS	Jean-Marc	LEVERRIER	
Philippe	SENAUX	Mathieu	HELLOUIN	
				74 à la fin

Excusée : Gaëlle PIOLINE

Absent : Noël DJEZAIRI

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
	61 à 72	43	51
	73	43	49
	74 à 88	42	51

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
19.06.14	19 h 30	Irène COJEAN	21 h 50	26.06.14	30 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.1. si nécessaire



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	68	2.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T

Présenté par

Serge HAMEL

Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
FINANCES		02	18.06.14	1	
CONSEIL	Séance	05	25.06.14	N° d'ordre	N° délibération
				8	68

OBJET	FUSION DE LA CAPF ET DE LA CDC HAUTE VARENNE ET HOULME – ADHESION DE LA COMMUNE DE LANDISACQ - REGULARISATION DU FONCIER
-------	---

SDC/EA

Chers Collègues,

Suite à la fusion de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers et de la Communauté de Communes de la Haute Varenne et du Houlme, il convient de régulariser le foncier.

L'article L 5211-17 du Code Général de Collectivité Territoriale prévoit que « Le transfert de compétences est prononcé par arrêté du ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements intéressés. Il entraîne de plein droit l'application à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés à la date du transfert, des dispositions des trois premiers alinéas de l'article L. 1321-1, des deux premiers alinéas de l'article L. 1321-2 et des articles L. 1321-3, L. 1321-4 et L. 1321-5. »

Par ailleurs l'article L 5211-41-3 précise que « *L'ensemble des biens, droits et obligations des établissements publics de coopération intercommunale fusionnés sont transférés à l'établissement public issu de la fusion.*

Lorsque la fusion emporte transfert de compétences des communes au nouvel établissement public, ces transferts s'effectuent dans les conditions financières et patrimoniales prévues aux quatrième et cinquième alinéas de l'article L. 5211-17.La fusion d'établissements publics est effectuée à titre gratuit et ne donne lieu au paiement d'aucune indemnité, droit, taxe, contribution prévue à l'article 879 du code général des impôts ou honoraire. »

Le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts adopté par délibération 330 du Conseil Communautaire du 17 mars 2014, fait mention des biens suivants qui doivent être transférés à la nouvelle CAPF, issue de la fusion de la CAPF et de la CDC Haute Varenne et Houlme :

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	68	2.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

Commune	Réf cadastrale	Désignation du bien	Surface approximative	Propriétaire référéncé au cadastre
Bellou en Houlme	ZK 84	Bâtiment en crédit bail avec la Société CRDH (fin le 01/02/2020)	7236 m²	CDC Haute Varenne et Houlme
Le Châtellier	D 312	Epicerie en crédit bail (fin le 31/01/2027)	1828 m²	CDC Haute Varenne et Houlme
Dompierre	ZC 56 ZC 20 ZC 22 ZC 23	Site de la Butte rouge	49 130m² 8539 m² 164 m² 302 m²	CDC Haute Varenne et Houlme
Dompierre	ZD 99	Terrain nu derrière « Normatech »	7635 m²	CDC Haute Varenne et Houlme
Messei	ZH 94 ZH 95 ZH 99 ZH 115 ZH 117 ZH 118 ZH 120 ZH121	Terrains nus de la ZAC	394 m² 1049 m² 212 m² 18 874 m² 8 995 m² 1 646 m² 839 m² 24 149 m²	CDC Haute Varenne et Houlme

Il convient de préciser que :

- l'épicerie de Messei, cadastrée AI 145, fait l'objet d'un crédit-bail. La régularisation du transfert de propriété de la CDC à la CAPF fera l'objet d'une délibération ultérieure au Conseil Communautaire
- le crédit-bail du bâtiment cadastré B 768, sur la commune de la Ferrière aux Etangs a fait l'objet d'une levée d'option d'achat par la société PCB (délibération 295 du 27/02/2014), l'acte est en cours de régularisation
- le bâtiment (ex STYLFER), cadastré E 367, 368 et E 502, sur la commune de la Ferrière aux Etangs a fait l'objet d'une délibération n° 192 du 26/09/2013, portant cession du bien à la société « Maison de l'Orne ». L'acte définitif pourrait être signé d'ici la fin 2014
- les logements du « Gué Plat » sur la commune de La Ferrière aux Etangs, cadastrés AI 234, ont fait l'objet d'un avenant de transfert à la CAPF dans le cadre de la publication aux hypothèques du bail à réhabilitation signé avec le Pact-Arim

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	68	2.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

Suite à l'adhésion de la commune de Landisacq à la CAPF, la régularisation du foncier doit aussi être faite conformément au procès-verbal de la CLET validé par délibération n° 330 du Conseil Communautaire du 17 mars 2014. L'acte notarié de transfert du foncier à la CAPF sera rédigé lorsque les procédures administratives entre la CDC de Tinchebray et la commune de Landisacq, issues du Protocole de retrait de Landisacq de la Communauté de la Visance et du Noireau, seront finalisées.

Les biens concernés par le transfert à la CAPF sont les suivants :

Commune	Réf cadastrale	Désignation du bien	Surface approximative	Propriétaire référéncé au cadastre
Landisacq	AO 693p	Boulangerie en bail commercial	Surface à borner	CDC Visance Noireau
Landisacq	AO 375	Epicerie en bail commercial	470 m²	CDC Visance Noireau

La boulangerie a été construite sur la parcelle cadastrée AO 693. Seule l'emprise de la boulangerie et le bâtiment seront transférés à la CAPF. Le parking et les espaces verts attenants à la boulangerie et à l'épicerie seront conservés par la commune de Landisacq. Il conviendra donc de procéder au bornage, à la charge de la CAPF.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

AUTORISER Monsieur le Président à signer les actes notariés portant sur les régularisations foncières ci-dessus listées en l'étude Allart-Leprince-Durand et à signer tous documents nécessaires à l'accomplissement des formalités.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140625-DEL68-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/06/2014

Publication : 30/06/2014

FLERS

agglomération

TD/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers			
Date	Délibération	Nature	Folio n°
25.06.14	69	5.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRÊTES DU PRESIDENT			

SEANCE N° 05 DU 25 JUIN 2014

28 questions, numérotées de 61 à 88

DELIBERATION

COMMISSIONS COMMUNAUTAIRES MODIFICATIONS

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, sauf pour la question n° 73 présidée par Pierre SALLES, doyen d'âge.

Outre le Président, étaient Invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUICHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messel), Daniel BIGEON (Dompierre), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtellier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVEE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messel), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messel), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtellier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompierre), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau); Michel ROCHE (Saint André de Messel), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents		Suppléants présents		Questions
Annie	GROSSE	Jean-Yves	BAZIN	Ensemble de la séance
Bruno	LOUISE	François	CHOCHON	
Jean-Claude	DORSY	Marie-Christine	LEDEUX	

Tous présents, à l'exception de :

Mandant		Mandataire		Questions
Brigitte	BASTIANUTTI	Gérard	COLIN	Ensemble de la séance
Chantal	CORVEE	Guy	ANGE	
Jean	CHATELAIS	Subay	SAHIN	
Inès	CHATÉ	Irène	COJEAN	
Yvette	LERICHOMME	Josette	BONNEL	
Lori	HELLOCO	Yves	GOASDOUE	
Michel	DUMAINE	Nadine	COURTEILLE	
Catherine	HAVAS	Jean-Marc	LEVERRIER	
Philippe	SENAUX	Mathieu	HELLOUIN	
				74 à la fin

Excusée : Gaëlle PIOLINE

Absent : Noël DJEZAIRI

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
	61 à 72	43	51
	73	43	49
	74 à 88	42	51

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
19.06.14	19 h 30	Irène COJEAN	21 h 50	26.06.14	30 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage – Thématique 2. Registre – Chemise Conseil – R.A.I. si nécessaire



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	69	5.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

R A P P O R T

Présenté par

Serge HAMEL

Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
FINANCES		02	18.06.14	2	
CONSEIL	Séance	05	25.06.14	N° d'ordre	N° délibération
				9	69

OBJET	COMMISSIONS COMMUNAUTAIRES - MODIFICATIONS
-------	--

TD/EA

Chers Collègues,

Vous aviez, lors de la séance du 17 avril 2014, approuvé la constitution des commissions communautaires (délibération n° 4). Des modifications ultérieures étant venues modifiées la composition de certaines commissions, il vous est demandé de bien vouloir corriger cette délibération en intégrant ces modifications comme décrit ci-dessous.

Afin de préparer et d'étudier les questions, projets, décisions qui seront soumis à l'approbation du Conseil Communautaire, il convient de former des commissions en attribuant à chacune d'entre elles un secteur de compétences.

La création de **13** commissions vous est proposée, à savoir :

1. Aménagement Urbain – Urbanisme
2. Eaux usées – eaux pluviales - SPANC
3. Finances
4. Petite Enfance - Jeunesse
5. Tourisme – Equipements Sportifs et de Loisirs
6. Economie
7. Personnel Communautaire –relations avec le SIRTOM – Marchés Publics
8. Cohésion Sociale – Emploi - Numérique
9. Habitat
10. Transports Publics – PDU – Entrées de Ville d'intérêt communautaire
11. Pôle Culturel
12. Ressources en Eau – AEP – Inondations.
13. Développement Durable – Environnement

Le détail des attributions de chaque commission figure sur le tableau joint en annexe.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	69	5.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

Par ailleurs, afin d'optimiser le fonctionnement de nos commissions, il convient de limiter le nombre de réunions desdites commissions et d'en enrichir le contenu. Il est proposé qu'elles travaillent en ensembles. Ceci permettrait, si vous en êtes d'accord, de constituer les ensembles suivants :

- **Ensemble 1 : Aménagement, Habitat, Economie**
Commissions 1, 6 et 9,
- **Ensemble 2 : Développement durable, Ressources en eau et eaux usées**
Commissions 2, 12 et 13,
- **Ensemble 3 : Pôle culturel, Petite enfance et Cohésion sociale**
Commissions 4, 8 et 11
- **Ensemble 4 : Tourisme et Transports publics**
Commissions 5 et 10
- **Ensemble 5 : Finances et Personnel**
Commissions 3 et 7

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - DECIDER** de rapporter la délibération n° 4 du 17 avril 2014.
- 2 - DECIDER** la création des 13 commissions communautaires décrites ci-dessus.
- 3 - ELIRE** les membres de chaque commission.
- 4 - APPROUVER** la composition de chacune d'entre elles suivant le tableau qui figure en annexe.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140625-DEL69-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/06/2014
Publication : 30/06/2014

TITRE	Ensemble 1			Ensemble 2		
	AMENAGEMENT URBAIN URBANISME	HABITAT	ECONOMIE	DEVELOPPEMENT DURABLE ENVIRONNEMENT	RESSOURCES EN EAU - AEP - INONDATIONS	EAUX USEES - EAUX PLUVIALES - SPANC
ATTRIBUTIONS	Aménagement de l'espace communautaire Planification urbaine et urbanisme réglementaire et opérationnel Etudes des projets communaux réalisés par les services communautaires PLUI - Cartes Communales - SCOT Subventions du secteur de compétence Relations avec les communes pour l'exercice des compétences ci-dessus exposées	Equilibre social de l'habitat Politique de l'Habitat (OPAH) Programme de constructions de logements sociaux hors ORU Subventions du secteur de compétence Relations avec les communes pour l'exercice des compétences ci-dessus exposées	Développement économique et relations avec les entreprises Zones d'activités économiques et suivi opérationnel du Campus Industriel de Recherche et d'Innovation Appliquées aux Matériaux Gestion des bâtiments communautaires à caractère économique et industriel Création de zones d'activités Subventions du secteur de compétence Relations avec les communes pour l'exercice des compétences ci-dessus exposées	Plan climat en lien avec le Pays Actions contre les pollutions (air, bruit,...) Energies nouvelles et mise en œuvre de la ZDE Préservation des milieux naturels et du paysage Préservation des cours d'eau en lien avec les partenaires (PNR, syndicat de la Rouvre, etc.) Subventions du secteur de compétence Relations avec les communes pour l'exercice des compétences ci-dessus exposées	Ressources en eau Adduction eau potable Prévention des inondations Subventions du secteur de compétence Relations avec les communes pour l'exercice des compétences ci-dessus exposées	Eaux usées Eaux pluviales SPANC Programmes d'assainissement nouveaux Subventions du secteur de compétence Relations avec les communes pour l'exercice des compétences ci-dessus exposées
Vice-Présidents	Pierre SALLES	Michel DUMAINE	Guy LANGE	Omar AYAD	Hervé LEMANCEL	Bruno LOUISE
Membres communs par ensemble	Gérard BERNET Joël JOURDAN Annie GROSSE Gérard BERTRAND Germain RENAULT	Lori HELLOCO Josette BONNEL Laurent JUMELINE	Philippe SENAUX Cécile SAUVÉE Inès CHATÉ Gilles RABACHE Jean-Claude GUILLEMIN	Laurent JUMELINE Joël JOURDAN	Jean CHATELAIS Gérard BERTRAND Jean-Marie POTHE Jean-Claude DORSY	Irène COJEAN Gérard BERNET Claude GASNIER Charly LETETREL Joëlle SÉRAIS
Total composition de la Commission non compris le Président de droit	6	4	6	3	5	6
	16			14		

Annexe à la délibération n° 69
du CC 05 du 25.06.2014



Le Président,

Yves GOASDOUE

TITRE	Ensemble 3			Ensemble 4		Ensemble 5	
	POLE CULTUREL	PETITE ENFANCE JEUNESSE	COHESION SOCIALE - EMPLOI - NUMERIQUE	TOURISME EQUIPEMENTS SPORTIFS ET DE LOISIRS	TRANSPORTS PUBLICS PDU ENTREES DE VILLE D'INTERET COMMUNAUTAIRE	FINANCES	PERSONNEL - RELATIONS AVEC LE SIRTOM - MARCHES PUBLICS
ATTRIBUTIONS	Projet de création d'un Pôle Culturel Actions culturelles : plan lecture, multimédia, cinéma, musiques actuelles, saison culturelle Médiathèque et archives Conservatoire communautaire de musique Scènes culturelles (Forum et autres salles qui seront d'intérêt communautaire) Scène Nationale 61 Subventions du secteur de compétence Relations avec les communes pour l'exercice des compétences ci-dessus exposées	Petite Enfance et Accueil collectif des mineurs Interventions sur les temps périscolaires RAM Subventions du secteur de compétence Relations avec les communes pour l'exercice des compétences ci-dessus exposées	Contrat urbain de cohésion sociale Gestion urbaine de proximité hors médiation et CISPD Maison d'activités Saint-Michel - Jules Verne - Centre Emile Halbout Résidence Jeunes du Gros Chêne Aire d'accueil des gens du voyage Programme de Réussite Educative (suivi) Opération de Renouveau Urbain Saint Sauveur Médiation - CISPD et dispositifs rattachés Programme de construction de logements sociaux ORU Pôle de Services d'accès à l'Emploi, à la Formation et à la création d'entreprises Elaboration et mise en œuvre du schéma d'aménagement numérique local Elaboration et mise en œuvre des Zones Numériques Multiservices Systèmes d'informations Développement du numérique et du digital Subventions du secteur de compétence Relations avec les communes pour l'exercice des compétences ci-dessus exposées	Camping Office de tourisme et du commerce Mont de Cerisy Golf du Houleme Equipements sportifs d'intérêt communautaire (Centre aquatique, stade des Closets,...) Subventions du secteur de compétence Relations avec les communes pour l'exercice des compétences ci-dessus exposées	Itinéraires de randonnées et parcours touristiques Plan de déplacement urbain Transports publics Voiries d'intérêt communautaire Subventions du secteur de compétence Relations avec les communes pour l'exercice des compétences ci-dessus exposées	Budgets communautaires Gestion budgétaire, financière et fiscalité Conventions de mutualisation aspect finances Contributions au CASDIS Dette et trésorerie Subventions du secteur de compétence Relations avec les communes pour l'exercice des compétences ci-dessus exposées	Organigramme des services communautaires et gestion du personnel Participations aux dépenses d'enseignement privé Suivi du SIRTOM Suivi des Contentieux confiés par le Président Conventions de mutualisation aspect personnel Marchés Publics Assurances Subventions du secteur de compétence Relations avec les communes pour l'exercice des compétences ci-dessus exposées
Vice-Présidents	Michèle POLVE	Vincent BEAUMONT	Gérard COLIN	Patrick LESELLIER	Daniel BIGEON	Serge HAMEL	Serge LOUICHE
Membres communs par ensemble	Gaëlle PIOLINE Yvette LERICHOMME Inès CHATÉ Sylvie DUFOUR	Sonia LAFAY Josette BONNEL	Lori HELLOCO Jean CHATELAIS Geneviève BOUDET Mathieu HELLOUIN Jean-Pierre HUREL	Subay SAHIN Jean-Pierre HUREL Gaëlle PIOLINE Gilles RABACHE Alain MAUGER Didier LANGLIN Jean-Marc LEVERRIER Brigitte BASTIANUTTI Sylvie THIEULENT	Colette BUFFARD Omar AYAD Serge HAMEL Nadine COURTEILLE	Sonia LAFAY Pierre SALLES Michel DUMAINE Guy LANGE Omar AYAD Hervé LEMANCEL Daniel BIGEON Chantal CORVEE Didier LANGLIN Bernard MORAZIN Joëlle SÉRAIS	Noël DJEZAIRI Irène COJEAN Bruno LOUISE Michèle POLVE Vincent BEAUMONT Gérard COLIN Patrick LESELLIER Catherine HAVAS Jean-Claude DORSY
Total composition de la Commission non compris le Président de droit	5	3	6	10	5	12	10
	14			15		22	

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers			
Date	Délibération	Nature	Folio n°
25.06.14	70	5.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

SEANCE N° 05 DU 25 JUN 2014

28 questions, numérotées de 61 à 88

DELIBERATION

CONSEIL COMMUNAUTAIRE REGLEMENT INTERIEUR MODIFICATIONS

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, sauf pour la question n° 73 présidée par Pierre SALLES, doyen d'âge.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUICHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompierre), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVÉE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompierre), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEMBault (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents		Suppléants présents		Questions
Annie	GROSSE	Jean-Yves	BAZIN	Ensemble de la séance
Bruno	LOUISE	François	CHOCHON	
Jean-Claude	DORSY	Marie-Christine	LEDEUX	

Tous présents, à l'exception de :

Mandant		Mandataire		Questions
Brigitte	BASTIANUTTI	Gérard	COLIN	Ensemble de la séance
Chantal	CORVEE	Guy	LANGE	
Jean	CHATELAIS	Subay	SAHIN	
Inès	CHATÉ	Irène	COJEAN	
Yvette	LERICHOMME	Josette	BONNEL	
Lori	HELLOCO	Yves	GOASDOUE	
Michel	DUMAINE	Nadine	COURTEILLE	
Catherine	HAVAS	Jean-Marc	LEVERRIER	
Philippe	SENAUX	Mathieu	HELLOUIN	
				74 à la fin

Excusée : Gaëlle PIOLINE

Absent : Noël DJEZAIRI

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
	61 à 72	43	51
	73	43	49
	74 à 88	42	51

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
19.06.14	19 h 30	Irène COJEAN	21 h 50	26.06.14	30 JUN 2014

DIFFUSION Interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	70	5.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T

Présenté par

Serge HAMEL

Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
FINANCES		02	18.06.14	3	
CONSEIL	Séance	05	25.06.14	N° d'ordre	N° délibération
				10	70

OBJET	CONSEIL COMMUNAUTAIRE - REGLEMENT INTERIEUR - MODIFICATIONS
-------	--

SB/VVEA

Chers Collègues,

L'article L 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales concernant les règles de fonctionnement de l'organe délibérant des EPCI qui renvoie aux dispositions de l'article L 2121-8 applicables aux communes prévoit que le Conseil Communautaire établit son règlement intérieur dans les 6 mois qui suivent son installation.

Le règlement intérieur que vous aviez adopté par délibération n° 5 du 14 avril 2014 doit être modifié pour tenir compte de la réorganisation des commissions communautaires.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

MODIFIER le règlement intérieur tel qu'annexé à la présente délibération.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140625-DEL70-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/06/2014

Publication : 30/06/2014



PAYS DE FLERS

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

REGLEMENT INTERIEUR

Mis à jour le 03.06.2014



Annexe à la délibération n° 70
du CC 05 du 25.06.2014

Le Président

Yves GOASDOUE

SOMMAIRE

		Article	Page
DISPOSITIONS GENERALES	Code Général des Collectivités Territoriales	1	3
	Institution du règlement intérieur	2	3
<u>CHAPITRE 1</u> ORGANISATION DES SEANCES	Périodicité des séances	3	4
	Convocations	4	4
	Ordre du jour	5	5
	Accès aux dossiers	6	6
	Questions écrites	7	6
	Questions orales	8	7
<u>CHAPITRE 2</u> DEROULEMENT DES SEANCES	Présidence	9	8
	Accès et tenue du Public	10	8
	Secrétaire(s) de séance	11	9
	Quorum	12	9
	Suppléants et mandataires	13	10
	Police de l'assemblée	14	11
<u>CHAPITRE 3</u> ELABORATION DES DECISIONS	Déroulement de la séance	15	12
	Débat ordinaire	16	13
	Débat sur les orientations budgétaires	17	14
	Modalités de vote	18	14
<u>CHAPITRE 4</u> SUIVI DES SEANCES	Registre des délibérations	19	15
	Recueil des actes administratifs	20	15
	Compte rendu	21	15
	Procès-verbal	22	16
<u>CHAPITRE 5</u> BUREAU ET COMMISSIONS	Bureau	23	17
	Commissions permanentes	24	18
	Toutes Commissions Réunies	25	19
<u>CHAPITRE 6</u> MODIFICATION DU REGLEMENT	Modifications	26	19

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 – CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

L'article L 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) prévoit que les règles relatives au fonctionnement des Conseils Municipaux (articles L 2121-9 ;2121-11 ;2121-12 ;2121-19 ;2121-22 ;2121-27-1) sont applicables à l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale, en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions spécifiques relatives aux EPCI.

Afin de permettre une plus grande clarté de lecture, les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales seront indiquées en caractère gras et les dispositions concernant les modalités d'application en italique.

ARTICLE 2 – INSTITUTION DU REGLEMENT INTERIEUR

Le Conseil Communautaire établit son règlement intérieur dans les 6 mois qui suivent son installation. Le règlement intérieur peut être déféré au Tribunal Administratif.

Les modalités de fonctionnement du Conseil Communautaire sont désormais fixées par le C.G.C.T. et les dispositions du présent règlement.

CHAPITRE 1 : ORGANISATION DES SEANCES

ARTICLE 3 – PERIODICITE DES SEANCES

L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale se réunit au moins une fois par trimestre.

Il existe 3 types de réunions :

- 1°) la réunion ordinaire : en principe 6 fois par an, de préférence un jeudi à 18 H 15.*
- 2°) la réunion ordinaire thématique et qui ne comporte qu'un faible nombre de questions regroupées autour, si possible, de ce seul thème et dont la caractéristique et/ou l'importance justifie que le Conseil Communautaire délibère sur ce seul sujet.*
- 3°) la réunion extraordinaire urgente au délai de convocation abrégé et devant être justifiée à l'ouverture (voir article 4)*

Le Conseil Communautaire se réunira à la Mairie de Flers, salle du Conseil Municipal.

Toutefois, le Conseil Communautaire pourra se réunir dans une salle de réunion d'une des communes adhérentes de la CAPF compte tenu de la nature des points inscrits à l'ordre du jour.

La date prévisionnelle de la prochaine réunion du Conseil Communautaire sera communiquée par Monsieur le Président à chaque séance du Conseil.

Le Président peut réunir le Conseil Communautaire chaque fois qu'il le juge utile. Il est tenu de le convoquer dans un délai maximum de trente jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'Etat dans le département ou par le tiers au moins des membres du Conseil en exercice.

Dans ce cas le Président est tenu d'inscrire à l'ordre du jour, la ou les questions ayant fait l'objet de la demande de réunion.

En cas d'urgence, le représentant de l'Etat dans le département peut abréger ce délai.

ARTICLE 4 – CONVOCATIONS

La convocation du Conseil Communautaire est faite par le Président. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée [à la porte du siège], ou publiée.

Elle est adressée par écrit sous quelque forme que ce soit, au domicile des Conseillers Communautaires et au domicile des délégués suppléants pour information.

La convocation précise la date, l'heure et le lieu de la réunion du Conseil Communautaire.

L'envoi des convocations aux membres de cette assemblée peut être effectué autrement que par courrier traditionnel, et notamment par voie dématérialisée, après accord de leur part et à l'adresse électronique de leur choix.

Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs, c'est à dire non compris le jour de l'expédition ni celui de la séance. Par exemple, pour une réunion fixée au jeudi, la convocation doit être expédiée le vendredi précédent avant minuit.

Le principe des 5 jours francs souffre une exception en application de l'article L 2121-12 al. 3 et 4 du CGCT :

En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le Président sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc. Le Président en rend compte dès l'ouverture de la séance au Conseil qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion pour tout ou partie à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

L'appréciation de l'urgence est un préalable qu'il convient de lever dès l'ouverture et le Conseil commettrait une irrégularité en débattant de la question au fond avant d'avoir clairement statué sur l'urgence.

ARTICLE 5 – ORDRE DU JOUR

Le Président fixe l'ordre du jour qui est annexé à la convocation et qui est porté à la connaissance du Public.

Une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération doit être adressée avec la convocation aux membres du Conseil Communautaire.

En ce qui concerne l'application de cette disposition, sauf exception mentionnée sur l'ordre du jour (« rapports remis sur table ») les projets de délibérations seront joints à la convocation du Conseil Communautaire et les documents dont la délibération mentionne qu'ils sont annexés à celle-ci.

Après accord du Conseil Communautaire, Monsieur le Président pourra ajouter une ou des questions à l'ordre du jour, sous réserve qu'elles ne portent pas sur des problèmes importants. Il sollicitera l'accord préalable du Conseil Communautaire pour que la ou les questions soient ajoutées ou non à l'ordre du jour.

Sauf décision contraire du Président, notamment en cas d'urgence, toute affaire soumise à délibération et à l'approbation du Conseil, doit être préalablement soumise à une ou des commissions compétentes prévues au chapitre 5 du présent règlement. Ce principe d'examen préalable par une commission est applicable sous réserve que le sujet délibéré entre dans le champ de compétences des commissions.

Afin que les communes soient informées de la date du Conseil Communautaire, de son ordre du jour et des projets de délibérations inscrits à cet ordre du jour, les documents s'y rapportant seront adressés uniquement par voie électronique à chaque Collectivité.

ARTICLE 6 – ACCES AUX DOSSIERS

Tout membre du Conseil Communautaire a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la Communauté qui font l'objet d'une délibération.

Cette information sera faite par tous les moyens matériels appropriés en privilégiant les moyens informatiques et de télécommunications ou tout autre moyen de transmission dématérialisée.

Dès inscription d'une question à l'ordre du jour d'une commission permanente et, à fortiori, à celui du Conseil et jusqu'au jour de la prochaine séance ordinaire, les Conseillers Communautaires peuvent consulter le dossier concernant ladite question en l'état, au siège uniquement, aux heures ouvrables et après avoir pris téléphoniquement rendez-vous auprès du Service Administration Générale de la CAPF .

Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut, à sa demande, être consulté au siège, par tout Conseiller Communautaire dans les conditions fixées ci-dessus.

Il est précisé que cette communication des documents administratifs ne concerne que des documents de portée générale et non des dossiers nominatifs et en particulier les dossiers des agents communautaires ou les dossiers concernant des personnes ou des sociétés pour lesquelles les agents de la CAPF chargés de les instruire le font dans le cadre de la discrétion professionnelle ou la confidentialité.

La publication des documents sous quelque forme que ce soit par le Conseiller Communautaire qui en a obtenu la communication relève de sa pleine responsabilité.

Hormis les cas prévus ci-dessus, toute question, demande d'information ou intervention d'un Conseiller auprès de l'Administration Communautaire devra être faite auprès du Directeur (trice) Général(e) des Services ou être adressée au Président par écrit.

ARTICLE 7 – QUESTIONS ECRITES

Chaque Conseiller Communautaire, ainsi que tout Maire d'une commune membre non conseiller communautaire, peut adresser au Président des questions écrites sur toute affaire relevant des compétences communautaires sans préjudice de l'application de l'article L 5211-39 du C.G.C.T. (rapport annuel d'activités de la CAPF)

Le Président répond aux questions écrites dans un délai de 15 jours. En cas d'étude complexe, l'accusé de réception fixera le délai de réponse.

Aucune question écrite ne pourra donner lieu à débat en séance publique, cette procédure étant réservée aux questions orales (voir article 8)

ARTICLE 8 – QUESTIONS ORALES

Les Conseillers Communautaires ont le droit d'exposer en séance du Conseil des questions orales ayant trait aux affaires de la Communauté. Le règlement intérieur fixe la fréquence ainsi que les règles de présentation et d'examen de ces questions.

Cette procédure est réservée aux seules séances ordinaires non thématiques telles que définies à l'article 3 du présent règlement.

L'exposé des questions orales intervient après l'examen de la dernière délibération inscrite à l'ordre du jour.

Monsieur le Président demandera aux Conseillers Communautaires après épuisement de l'ordre du jour si des questions orales sont à poser.

Chaque question ne peut comporter qu'un objet unique.

Afin de permettre son annexion au procès-verbal, elle doit être rédigée par l'intervenant et remise au Président aussitôt après avoir été exposée.

Il y sera obligatoirement répondu immédiatement si le Président estime disposer des éléments nécessaires pour y répondre sur-le-champ ou au cours de la prochaine réunion ordinaire.

CHAPITRE 2 : DEROULEMENT DES SEANCES

ARTICLE 9 – PRESIDENCE

Le Président, et à défaut, celui qui le remplace, préside le Conseil Communautaire.

Dans les séances où le compte administratif du Président est débattu, le Conseil Communautaire élit son président de séance.

Dans ce cas, le Président peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote.

La Présidence de séance lors du vote du compte administratif sera assurée par le Premier Vice-Président et en son absence par un Vice-Président désigné en suivant l'ordre du tableau.

ARTICLE 10 – ACCES ET TENUE DU PUBLIC

Les séances des Conseils Communautaires sont publiques.

Les séances du Conseil Communautaire pourront être également retransmises par les moyens de communication audiovisuelle adaptée (enregistrement vidéo ; internet ; etc....).

Nulle personne étrangère au Conseil ne peut, sous aucun prétexte, s'introduire dans la partie de la salle réservée à l'assemblée : seuls les Conseillers ainsi que les fonctionnaires territoriaux et personnalités dûment autorisés par le Président, y ont accès.

Un emplacement spécial est réservé aux journalistes.

Le Public est admis à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle. Durant toute la séance, le Public doit s'abstenir de toute marque d'approbation ou de désapprobation susceptible d'influencer la décision de l'assemblée délibérante.

Un emplacement spécial est réservé aux délégués suppléants qui peuvent assister au Conseil sans voix délibératives.

Néanmoins, et en application de l'article L 5211-11 al. 2, sur la demande de cinq Membres ou du Président, le Conseil peut décider, sans débat, à la majorité absolue des Membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

La procédure du huis clos doit être réservée à des matières exigeant une certaine confidentialité des débats (gestion du personnel ; projets immobiliers ; localisation d'entreprises par exemple)

ARTICLE 11 – SECRETAIRE(S) DE SEANCE

Au début de chacune de ses séances, le Conseil Communautaire nomme après avoir sollicité les Conseillers un de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

D'ordinaire, la proposition du Président ne donne pas lieu à contestation. Néanmoins, si 1/3 des Conseillers présents au moins le réclame, la désignation du Secrétaire interviendra au scrutin secret aussitôt après l'appel nominal et la validation des procurations.

Le Secrétaire de séance vérifie en permanence que le quorum est atteint, assiste le Président pour la constatation des votes et le dépouillement des scrutins et rédige le compte rendu qui sera affiché à la porte du siège dans les 8 jours.

Le Président peut adjoindre à ce ou ces secrétaires des secrétaires auxiliaires, fonctionnaires de la CAPF, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations.

Peuvent assister aux séances du conseil : le Directeur général de la Communauté ou son représentant, les fonctionnaires du service Administration Générale de la CAPF ainsi que, le cas échéant, tout autre fonctionnaire territorial ou personne qualifiée concernés par l'ordre du jour et invités par le Président.

Ces fonctionnaires ne prennent la parole que sur invitation expresse du Président et restent tenus à l'obligation de réserve telle qu'elle est définie par le statut de la Fonction Publique.

Le Directeur Général des Services, ou un autre fonctionnaire, procède à l'appel nominal dès l'ouverture de la séance, vérifie la validité des procurations et alerte le Président dès qu'une irrégularité lui paraît se produire dans le fonctionnement du Conseil.

ARTICLE 12 – QUORUM

Le Conseil Communautaire ne peut délibérer valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice assiste à la séance.

Le quorum impliquant la présence physique, les pouvoirs ne peuvent être pris en compte dans le calcul.

*Pour un effectif de **53** membres, le quorum s'élève à plus de la moitié, c'est-à-dire **27**.*

Le quorum doit être atteint, non seulement en début de séance, mais aussi lors du vote de chaque décision. Il importe donc de s'assurer que le quorum est toujours réuni non seulement à l'ouverture de la séance mais pour chaque délibération portée à l'ordre du jour.

Si après une première convocation régulièrement faite, le quorum n'est pas atteint, le Conseil Communautaire est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.

ARTICLE 13 – SUPPLEANTS ET MANDATAIRES

Tout conseiller empêché d'assister à une séance du conseil de communauté est tenu d'en informer le président avant chaque séance et de prévenir son suppléant.

Le suppléant siègera avec voix délibérative en cas d'absence du titulaire (art L.5211-6 CGCT).

En cas d'absence du suppléant relevant de sa commune ou si il n'existe pas de suppléant dans sa commune, le conseiller absent à une séance peut donner à un conseiller communautaire titulaire de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même conseiller ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable. Il ne peut être valable que pour une seule séance (Article 2121-20 CGCT).

Si un conseiller suppléant se présente, en début de séance ou en cours de séance, alors que le conseiller titulaire a donné pouvoir écrit en son nom, le pouvoir écrit tombe et le conseiller suppléant siège au lieu et place du titulaire.

Les procurations sont définitivement validées avant l'appel nominatif effectué en début de séance.

Les procurations doivent être remises au Directeur Général par un Conseiller Communautaire au plus tard avant l'appel nominal pour être citées publiquement.

Les procurations peuvent être adressées au plus tard deux heures avant l'heure de début du Conseil Communautaire également à l'Administration Générale de la CAPF par voie postale, fax ou voie électronique, et dans tous les cas avant 17 heures.

Un Conseiller Communautaire peut indiquer dans son pouvoir et par ordre de préférence les Conseillers Communautaires auxquels il donne pouvoir dans la limite de trois dans l'hypothèse où il aurait une incertitude sur la présence à la séance du Conseil Communautaire du ou des Conseillers auxquels il souhaite donner pouvoir.

Tout Conseiller étant amené à quitter la salle des délibérations a la faculté de donner pouvoir pour tout ou partie de la séance restant à courir. Mention de la procuration est donnée lors du vote suivant.

ARTICLE 14 – POLICE DE L'ASSEMBLEE

Le Président a seul la police de l'assemblée. Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.

En cas de crime ou délit, il en dresse un procès-verbal et le Procureur de la République en est immédiatement saisi :

Le Président fait respecter le présent règlement.

Il rappelle à l'ordre, expulse ou poursuit tout membre du Public qui s'en écarte.

Les infractions au présent règlement, commises par les Conseillers Communautaires, ou toute attitude ou acte ou parole désobligeante voire diffamatoire à l'égard d'un autre Conseiller Communautaire ou contraire à la Loi en ce qui concerne les atteintes aux personnes font l'objet des sanctions suivantes sans préjuger des poursuites pénales encourues :

1°) Rappel à l'ordre

Est rappelé à l'ordre par le Président tout Conseiller qui entrave le déroulement de la séance de quelque manière que ce soit.

2°) Rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal

Est rappelé à l'ordre avec inscription au procès-verbal par le Président tout Conseiller qui aura encouru un premier rappel à l'ordre. Dans ce cas, le Conseil peut, sur proposition du Président, décider d'interdire la parole au contrevenant pour le reste de la séance : le vote se fait alors sans débat, au scrutin public (voir article 18).

3°) Expulsion

Si ledit conseiller persiste à troubler les travaux de l'assemblée, le Président peut décider de le suspendre de la séance et le faire expulser.

CHAPITRE 3 - ELABORATION DES DECISIONS

ARTICLE 15 – DEROULEMENT DE LA SEANCE

Le Président :

- 1°) *procède à l'ouverture de la séance après avoir constaté que le quorum était atteint (voir article 12)*
- 2°) *fait nommer le secrétaire de séance (voir article 11) qui sera assisté d'un secrétaire auxiliaire*
- 3°) *fait procéder à l'appel nominal et à la validation des procurations (voir article 13)*
- 4°) *fait adopter le procès-verbal de la séance ordinaire précédente ainsi que celui ou ceux, lorsqu'ils sont établis, des éventuelles séances extraordinaires tenues entre-temps (voir article 22)*
- 5°) *donne lecture des éventuelles communications préalables qui ont pour objet, soit de communiquer à l'assemblée les résultats d'un appel d'offres décidé lors d'une séance précédente, soit de donner au Conseil une information que le Président estime nécessaire à la poursuite de ses travaux.*
- 6°) *accorde immédiatement la parole en cas de réclamation formelle concernant l'ordre du jour et y répond immédiatement.*
- 7°) *aborde les points de l'ordre du jour tels qu'ils figurent dans la convocation ; il lui est toutefois possible de modifier **éventuellement** l'ordre de présentation des questions inscrites à l'ordre du jour.*
- 8°) *rend compte au conseil Communautaire des décisions prises par délégation en application de l'article L 5211-10 du CGCT*
- 9°) *apporte, après épuisement de l'ordre du jour, sa réponse aux questions orales de la précédente réunion ordinaire (voir article 8)*
- 10°) *fait exposer les questions orales de la séance en cours.*
- 11°) *annonce, sans que cela lui crée d'obligation, la date prévisible de la ou les prochaines réunions du Conseil.*
- 12°) *prononce la clôture de la séance.*

Suspension de séance :

Elle est de droit quand elle est décidée par le Président, elle est mise aux voix des seuls Conseillers présents lorsqu'elle est demandée par 5 d'entre eux au moins.

Le Président en fixe la durée et décide de la reprise des débats

ARTICLE 16 – DEBAT ORDINAIRE

Chaque projet de délibération inscrit à l'ordre du jour fait l'objet d'une présentation par le Président ou les rapporteurs désignés par lui à savoir et en principe le Vice-Président concerné. Cette présentation devra en particulier souligner les décisions à prendre par le Conseil Communautaire et leur portée juridique et/ou financière.

Cette présentation peut être, si nécessaire, précédée ou suivie d'une intervention du Président.

La forme de la présentation ou de l'intervention peut être orale et accompagnée le cas échéant d'une présentation visuelle par les moyens et supports informatiques appropriés.

Des plans ou illustrations peuvent être affichés et présentés aux Conseillers Communautaires.

Cette présentation ne devra pas avoir pour objectif de refaire les présentations et explications effectuées en Commissions Communautaires mais de souligner les principaux points abordés lors de ces commissions (cf. article 24).

Aucun Membre du Conseil ne peut prendre la parole sans l'avoir demandée et obtenue du Président.

Lorsqu'un Conseiller s'écarte de la question ou se livre à des interruptions ou à des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le Président, qui peut faire application des dispositions prévues à l'article 14.

Les Conseillers prennent la parole dans l'ordre déterminé par le Président.

Au-delà d'un délai raisonnable d'intervention, le Président peut interrompre l'orateur et l'inviter à conclure très brièvement.

Dans le cas où les débats viendraient néanmoins à excéder une durée normale, le Conseil est appelé, sur proposition du Président, à fixer de manière exhaustive et définitive, le nombre d'intervenants et le temps de parole imparti à chacun d'entre eux.

Au terme de la discussion, le projet de délibération tel qu'il a été établi et présenté peut être modifié, corrigé, complété sur proposition de Monsieur le Président qui fera lecture au Conseil du rapport définitif mis au vote. Le projet de délibération peut également sur proposition de Monsieur le Président être retiré de l'ordre du jour de la séance du Conseil Communautaire.

ARTICLE 17 – DEBAT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES

Le budget de la Communauté est proposé par le Président et voté par le Conseil.

Un débat a lieu au Conseil Communautaire sur les orientations générales du budget, dans un délai, de deux mois précédant l'examen de celui-ci et dans les conditions fixées par le règlement intérieur.

Au cours de la séance ordinaire précédant l'examen des Budgets Primitifs aura lieu chaque année, dans le délai imparti, un débat sur les orientations budgétaires donnant lieu à délibération.

Il sera établi les documents nécessaires pour tous les budgets contenant les informations financières et fiscales à moyen terme et la prise en compte des projets de la Communauté afin que le Conseil puisse mesurer et connaître les marges de manœuvre dont il dispose pour conduire à bien la politique communautaire dans le respect des règles budgétaires et fiscales prudentielles.

ARTICLE 18 – MODALITES DE VOTE

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Ne sont pas pris en compte les bulletins blancs, les bulletins nuls, les abstentions, les réponses ou votes assortis de conditions ou ambigus.

En cas de partage égal des voix et sauf le cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante.

Le Conseil Communautaire vote de l'une des 3 manières suivantes :

1°) au scrutin public à main levée :

C'est la procédure ordinaire, le résultat en étant constaté par le Président et le Secrétaire de séance.

2°) au scrutin public :

Par appel nominal dans l'ordre du Tableau
- lorsque le huis-clos est requis (voir article 10)
- en cas d'interdiction de parole (voir article 16)
- ou si demandé par le 1/4 des membres présents

3°) au scrutin secret :

- à chaque fois que le 1/3 des Membres présents le demande
- ou pour toute nomination autre que celle du Secrétaire de séance

CHAPITRE 4 : SUIVI DES SEANCES

ARTICLE 19 – REGISTRE DES DELIBERATIONS

Les délibérations sont inscrites par ordre de date. Elles sont signées par tous les Membres présents à la séance, ou mention est faite de la cause qui les a empêchés de signer.

La signature est déposée sur la page de garde qui sera insérée au Registre des Délibérations, immédiatement après la dernière délibération de la séance considérée.

ARTICLE 20 – RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Dans les établissements publics de coopération comprenant au moins une commune de 3.500 habitants et plus, le recueil des actes administratifs créé, le cas échéant, en application de l'article R.5211--41, à une périodicité au moins semestrielle.

Ce recueil est mis à disposition du public au siège de l'établissement public de coopération. Le public est informé, dans les 24 heures, que le recueil est mis à sa disposition par affichage aux lieux habituels de l'affichage officiel des communes concernées.

La diffusion du recueil peut être effectuée à titre gratuit ou par vente au numéro ou par abonnement.

Le recueil en question est édité sous le titre de R.A.I. (Recueil des Actes Intercommunaux).

ARTICLE 21 – COMPTE RENDU

Le compte rendu de la séance est affiché dans la huitaine au tableau officiel des affichages de la Communauté.

Le compte rendu de la séance du Conseil Communautaire présente une synthèse sommaire des délibérations et des décisions du Conseil : il est affiché au siège de la CAPF rue de la Boule et tenu à la disposition des Conseillers Communautaires, du Public et des représentants de la presse.

Le compte rendu du Conseil communautaire, l'ordre du jour des séances ainsi que l'ensemble des délibérations sera également mis à disposition du public et consultable « en ligne » sur le site Internet de la CAPF dès que possible.

ARTICLE 22 – PROCES-VERBAL

Les séances du Conseil Communautaire donnent lieu à l'établissement du procès-verbal des débats sous une forme synthétique.

Les Conseillers Communautaires qui souhaiteraient que leur intervention soit reprise in extenso dans la rédaction du procès-verbal devront remettre au Secrétaire de séance leur intervention rédigée par écrit.

Le procès-verbal est mis aux voix pour adoption à la séance ordinaire qui suit son établissement. Les Conseillers ne peuvent intervenir, à cette occasion, que pour une rectification à apporter à sa rédaction. L'intervention doit être brève et mention en est faite en marge du procès-verbal visé. La rectification éventuelle est enregistrée au prochain procès-verbal.

CHAPITRE 5 : BUREAU ET COMMISSIONS

ARTICLE 23 – BUREAU

Le Bureau de la CAPF est composé du Président, des Vice-Présidents et éventuellement, d'un ou de plusieurs autres membres.

Le Bureau de la CAPF n'ayant pas reçu de délégation au sens de l'article L 5211-10 du CGCT, son rôle consiste sous l'autorité du Président à préparer et à suivre les décisions adoptées par le Conseil Communautaire et à assister le Président dans la gestion et l'administration de la CAPF.

Il peut entendre, à sa demande, les délégués du conseil communautaire siégeant au sein des organismes extérieurs. En particulier, les vice-présidents du SIRTOM issus de l'assemblée communautaire de la C.A.P.F seront entendus par le Bureau autant que de besoins.

La réunion du Bureau de la CAPF est provoquée et présidée par le Président ou, en cas d'empêchement, par un Vice-Président dans l'ordre des nominations.

Le Bureau se réunit chaque semaine sauf empêchement.

Un compte rendu de réunion est établi et est diffusé par voie électronique aux services communautaires et aux Vice-Présidents.

La séance n'est pas publique.

Y assistent le Directeur Général des Services de la Communauté ou son représentant et éventuellement tout fonctionnaire territorial chargé du dossier qui sera discuté en Bureau ou si cela s'avère nécessaire toute personne qualifiée conviée par le Président.

Les services communautaires sous l'autorité du Directeur (trice) Général(e) des Services sont chargés de préparer les dossiers et documents nécessaires à la réunion du Bureau.

ARTICLE 24 – COMMISSIONS PERMANENTES

Le Conseil Communautaire peut former des commissions chargées d'étudier les questions soumises au Conseil soit par l'administration soit à l'initiative d'un de ses membres.

Les commissions formées sont les suivantes :

- 1. Aménagement Urbain – Urbanisme*
- 2. Eau usées – Eaux pluviales – SPANC*
- 3. Finances*
- 4. Petite Enfance - Jeunesse*
- 5. Tourisme – Equipements Sportifs et de Loisirs*
- 6. Economie*
- 7. Personnel Communautaire - Relations avec le SIRTOM – Marchés publics*
- 8. Cohésion Sociale – emploi – Numérique*
- 9. Habitat*
- 10. Transports Publics – PDU – Entrées de Ville d'intérêt communautaire*
- 11. Pôle Culturel*
- 12. Ressources en Eau – AEP – Inondations*
- 13. Développement Durable – Environnement*

Ces commissions se réunissent avant la réunion ordinaire du Conseil Communautaire afin d'étudier et de discuter des projets de délibérations qui seront soumis à approbation du Conseil. Elles n'ont pas pouvoir de décision et émettent leur avis à la majorité des membres présents, sans qu'un quorum de présence soit exigé.

Le Vice-Président compétent peut également soumettre à avis de la Commission un dossier qui ne donnera pas lieu à délibération.

Le Président de la CAPF est Président de droit de toutes les Commissions, un Vice-Président pouvant procéder aux convocations et présider la séance en son absence sera désigné lors de la première réunion.

Les treize commissions sont réparties au sein de cinq « ensembles ». Les commissions de chaque ensemble se réunissent le même jour au même endroit étant précisé qu'il est dans la nature des choses que l'ensemble chargé des Finances et du Personnel siège en dernier de manière à avoir connaissance des incidences financières des propositions des autres ensembles et commissions.

Ces ensembles sont les suivants :

- **Ensemble 1 : Aménagement, Habitat, Economie**
Commissions 1, 6 et 9.*
- **Ensemble 2 : Développement durable, Ressources en eau et eaux usées**
Commissions 2, 12 et 13.*
- **Ensemble 3 : Pôle culturel, Petite enfance et Cohésion sociale**
Commissions 4, 8 et 11.*
- **Ensemble 4 : Tourisme et Transports publics**
Commissions 5 et 10.*
- **Ensemble 5 : Finances et Personnel**
Commissions 3 et 7.*

Un Conseiller Communautaire peut être membre de plusieurs Commissions.

L'ensemble des Vice-Présidents est membre de l'ensemble 5 « Finances et Personnel ».

Y assistent, à titre consultatif, tout fonctionnaire territorial de la CAPF ou des personnes qualifiées, lorsqu'ils y ont été conviés par le Président.

Un compte rendu est établi sur un cahier coté destiné à cet effet. Ce cahier est signé à chaque réunion par l'ensemble des participants et remis dans les meilleurs délais à l'Administration Générale de la Communauté. Ce cahier est visé par le Président de la Communauté.

Le Vice-Président du secteur concerné est le rapporteur chargé de présenter l'avis de la commission au Conseil Communautaire lorsque la question vient en délibération devant celui-ci. Il peut déléguer cette tâche à un membre de sa commission.

ARTICLE 25 – TOUTES COMMISSIONS REUNIES

Afin de préparer un Conseil Communautaire thématique ou ordinaire, ou de recueillir l'avis préalable de l'ensemble des Conseillers Communautaires sur un dossier ou un projet particulièrement important, le Président peut convoquer l'ensemble des Commissions en la forme dite Toutes Commissions Réunies (T.C.R). Dès lors, le Président de la CAPF peut décider ne pas réunir les commissions thématiques décrites à l'article 24.

Cette réunion ne donne pas lieu à la rédaction d'un compte rendu et n'est pas publique.

CHAPITRE 6 : MODIFICATION DU REGLEMENT

ARTICLE 26 – MODIFICATIONS

Le présent règlement pourra, à tout moment, être modifié par le Conseil Communautaire :

- *sur proposition du Président*
- *à la demande d'1/3 des membres en exercice du Conseil Communautaire.*

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers			
Date	Délibération	Nature	Folio n°
25.06.14	71	7.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

SEANCE N° 05 DU 25 JUIN 2014

28 questions, numérotées de 61 à 88

DELIBERATION

COMPTES ADMINISTRATIFS 2013 PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, sauf pour la question n° 73 présidée par Pierre SALLES, doyen d'âge.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUICHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompierre), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houime), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVÉE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houime), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompierre), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEMBault (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents		Suppléants présents		Questions
Annie	GROSSE	Jean-Yves	BAZIN	Ensemble de la séance
Bruno	LOUISE	François	CHOCHON	
Jean-Claude	DORSY	Marie-Christine	LEDEUX	

Tous présents, à l'exception de :

Mandant		Mandataire		Questions
Brigitte	BASTIANUTTI	Gérard	COLIN	Ensemble de la séance
Chantal	CORVEE	Guy	LANGE	
Jean	CHATELAIS	Subay	SAHIN	
Inès	CHATÉ	Irène	COJEAN	
Yvette	LERICHOMME	Josette	BONNEL	
Lori	HELLOCO	Yves	GOASDOUE	
Michel	DUMAINE	Nadine	COURTEILLE	
Catherine	HAVAS	Jean-Marc	LEVERRIER	
Philippe	SENAUX	Mathieu	HELLOUIN	
				74 à la fin

Excusée : Gaëlle PIOLINE

Absent : Noël DJEZAIRI

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
	61 à 72	43	51
	73	43	49
	74 à 88	42	51

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
19.06.14	19 h 30	Irène COJEAN	21 h 50	26.06.14	30 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	71	7.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T

Présenté par

Serge HAMEL

Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
FINANCES		02	18.06.14	4	
CONSEIL	Séance	05	25.06.14	N° d'ordre	N° délibération
				11	71

OBJET	COMPTES ADMINISTRATIFS 2013 – PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE
-------	---

MG/VV/EA

Chers Collègues,

L'article L 2121-14 du Code général des collectivités territoriales stipule que :

« Dans la séance où le compte administratif est débattu, le conseil communautaire élit son président. Dans ce cas, le président peut assister à la discussion mais il doit se retirer au moment du vote ».

S'agissant de la présentation des comptes administratifs 2013 pour lesquels le Président ne peut voter, il appartient à l'Assemblée de désigner son Président, étant rappelé que l'article L 2121-21 du même Code précise notamment :

« Il est voté au scrutin secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé ».

Cependant, la loi n° 2004-809 du 13 août 2004, complétant l'article L 2121-21, prévoit que le conseil communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

ELIRE votre Président de séance pour le vote de la question portant sur les comptes administratifs 2013 (budget général de la Communauté et budgets annexes).

Monsieur Pierre SALLES est élu à l'unanimité.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140625-DEL71-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/06/2014

Publication : 30/06/2014

FLERS

agglomération

TD/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers

Date	Délibération	Nature	Folio n°
25.06.14	72.	7.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

SEANCE N° 05 DU 25 JUIN 2014

28 questions, numérotées de 61 à 88

DELIBERATION

COMPTES ADMINISTRATIFS ACQUISITIONS ET CESSIONS BILAN 2013

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, sauf pour la question n° 73 présidée par Pierre SALLES, doyen d'âge.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUICHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVÉE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEMBault (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents		Suppléants présents		Questions
Annie	GROSSE	Jean-Yves	BAZIN	Ensemble de la séance
Bruno	LOUISE	François	CHOCHON	
Jean-Claude	DORSY	Marie-Christine	LEDEUX	

Tous présents, à l'exception de :

Mandant		Mandataire		Questions
Brigitte	BASTIANUTTI	Gérard	COLIN	Ensemble de la séance
Chantal	CORVEE	Guy	LANGE	
Jean	CHATELAIS	Subay	SAHIN	
Inès	CHATÉ	Irène	COJEAN	
Yvette	LERICHOMME	Josette	BONNEL	
Lori	HELLOCO	Yves	GOASDOUE	
Michel	DUMAINE	Nadine	COURTEILLE	
Catherine	HAVAS	Jean-Marc	LEVERRIER	
Philippe	SENAUX	Mathieu	HELLOUIN	
				74 à la fin

Excusée : Gaëlle PIOLINE

Absent : Noël DJEZAIRI

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
	61 à 72	43	51
	73	43	49
	74 à 88	42	51

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
19.06.14	19 h 30	Irène COJEAN	21 h 50	26.06.14	30 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	72	7.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T

Présenté par

Serge HAMEL

Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
FINANCES		02	18.06.14	5	
CONSEIL	Séance	05	25.06.14	N° d'ordre	N° délibération
				12	72

OBJET	COMPTES ADMINISTRATIFS - ACQUISITIONS ET CESSIONS - BILAN 2013
-------	---

MG/CC/VV/EA

Chers Collègues,

L'article L. 5211-10, 1^{er} alinéa, du Code Général des Collectivités Territoriales stipule :

« le bilan des acquisitions et cessions opérées par les établissements publics de coopération intercommunale est soumis chaque année à délibération de l'organe délibérant. Ce bilan est annexé au compte administratif de l'établissement concerné ».

Les opérations en cause sont énumérées aux états annexés.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

1 - PRENDRE ACTE du bilan des acquisitions et cessions opérées par et pour le compte de la Communauté au titre de l'année 2013.

2 - STIPULER que ce bilan sera annexé au compte administratif de l'exercice 2013.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140625-DEL72-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/06/2014
Publication : 30/06/2014

Annexe à la délibération
du CC 5 du 25 juin 2014
Le Président,



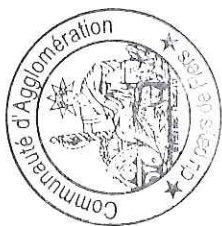
Yves GOASDOUE

CAPF

ACQUISITIONS 2013 Mandat émis au cours de l'année 2013 pour l'acquisition de terrains

Nature des biens	Imputation	Identification cadastrale	Localisation	Cédant	Superficie	Prix Principal	N° Mandat/date	Observations
Parcelle de terrain	2111003 LC 1630	A56-513-752-755-756-758-760-761	La Chapelle au Moine	EPF Normandie	874 m2	157 188,64 €	Mdt 5071 du 16/11/2013	Délib 125 du 26/06/2013 Acte notarié du 04/11/2013
Parcelle de terrain	2111 Ligne 9893	AC 891	Rue de la Planchette	GMC FINANCE	3a 08ca	616,00 €	Acquisition gratuite Mdt 1338 du 12/04/2013 TR 137 du 12/04/2013	Ecritures d'ordre chapitre 041 Délib 820 du 16/06/2011 Acte notarié du 29/06/2012

Annexe à la délibération
du CC 5 du 25 juin 2014
Le Président,



Yves GOASDOUE

CAPF

CESSIONS 2013 CESSION D'ACTIFS AU COURS DE L'ANNEE

Nature des biens	Imputation	Identification cadastrale	Localisation	Acquéreur	Superficie	Prix Principal	N° titre/date	Observations
Parcelle de terrain	775 Ligne 1945	AE253	St Georges des Groseillers "La Caille"	SCI BD IMMOBILIER LES ESSARDS N°1	34a 61ca	86 525,00 € H.T.	Titre 133 du 12/04/2013	Délib 1162 du 20/12/2012 Acte notarié du 28/03/2013
Parcelle de terrain	775 Ligne 7412	AW393 & 394	La Fourmière	Mr et Mme PEREIRA	6 ca	46,68 €	Titre 159 du 01/05/2013	Délib 1089 du 27/09/2012 Acte notarié du 29/03/2013
Titre de participation	775 Ligne 7412			Orme Habitat		2 257 432,67 €	Titre 400 du 02/09/2013	Délib 1085 du 12/07/2012

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers

Date	Délibération	Nature	Folio n°
25.06.14	74	7.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

SEANCE N° 05 DU 25 JUIN 2014

28 questions, numérotées de 61 à 88

DELIBERATION

COMPTES ADMINISTRATIFS 2013 BUDGET GENERAL ET BUDGETS ANNEXES AFFECTATION DES RESULTATS (EX CAPF - EX CCHVH)

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, sauf pour la question n° 73 présidée par Pierre SALLES, doyen d'âge.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUICHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LAGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVÉE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEMBault (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents		Suppléants présents		Questions
Annie	GROSSE	Jean-Yves	BAZIN	Ensemble de la séance
Bruno	LOUISE	François	CHOCHON	
Jean-Claude	DORSY	Marie-Christine	LEDEUX	

Tous présents, à l'exception de :

Mandant		Mandataire		Questions
Brigitte	BASTIANUTTI	Gérard	COLIN	Ensemble de la séance
Chantal	CORVEE	Guy	LANGE	
Jean	CHATELAIS	Subay	SAHIN	
Inès	CHATÉ	Irène	COJEAN	
Yvette	LERICHOMME	Josette	BONNEL	
Lori	HELLOCO	Yves	GOASDOUE	
Michel	DUMAINE	Nadine	COURTEILLE	
Catherine	HAVAS	Jean-Marc	LEVERRIER	
Philippe	SENAUX	Mathieu	HELLOUIN	
				74 à la fin

Excusée : Gaëlle PIOLINE

Absent : Noël DJEZAIRI

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
	61 à 72	43	51
	73	43	49
	74 à 88	42	51

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
19.06.14	19 h 30	Irène COJEAN	21 h 50	26.06.14	30 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	74	7.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T

Présenté par

Serge HAMEL

Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
FINANCES		02	18.06.14	7	
CONSEIL	Séance	05	25.06.14	N° d'ordre	N° délibération
				14	74

OBJET	COMPTES ADMINISTRATIFS 2013 - BUDGET GENERAL ET BUDGETS ANNEXES - AFFECTATION DES RESULTATS (EX CAPF - EX CCHVH)
-------	--

MG/VV/EA

Chers Collègues,

Par délibération précédente de ce jour, votre assemblée a arrêté les résultats de l'exercice 2013 pour le budget général et les budgets annexes.

L'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux Communes prévoit que l'Assemblée procède à l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice précédent, prioritairement à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement, et pour le solde, soit en report à nouveau créditeur, soit, en dotation complémentaire en réserves.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

DECIDER l'affectation du résultat comme indiqué dans chaque annexe.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140625-DEL74-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/06/2014

Publication : 30/06/2014



Annexe à la délibération 76
du C.C. N° 5 du 25 juin 2014
Le Président

Yves GOASDOUE

RESULTATS 2013

1. Le compte administratif 2013 du budget général peut se présenter comme suit :

BUDGET GENERAL	
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	
REPRISE PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE DES BUDGETS 34200 (CAPF) et 21200 (CCHVH)	7 015 131,46 €
RECETTES DE L'ANNEE	24 554 710,70 €
DEPENSES DE L'ANNEE	-21 999 888,75 €
RESULTAT DE CLOTURE	9 569 953,41 €
RESULTAT D'INVESTISSEMENT	
REPRISE PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE DU RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE DES BUDGETS 34200 (CAPF) et 21200 (CCHVH)	2 382 547,12 €
RECETTES DE L'ANNEE	4 819 840,19 €
DEPENSES DE L'ANNEE	-5 953 794,03 €
RESULTAT DE CLOTURE	1 248 593,28 €
RESTES A REALISER DEPENSES	-5 110 575,27 €
RESTES A REALISER RECETTES	2 468 485,79 €
EXCEDENT DE FINANCEMENT	-1 393 496,20 €
RESULTAT DISPONIBLE	8 176 457,21 €

2. Décide l'affectation au résultat par l'inscription des sommes de :

1 393 496,20 € au compte 1068 Investissement

1 248 593,28 € au compte 001R Solde d'exécution

8 176 457,21 € au compte 002R Excédent de fonctionnement reporté

3. Reconnaît la sincérité des restes à réaliser

RESULTATS 2013

1. Le compte administratif 2013 du budget annexe de l'eau peut se présenter comme suit :

BUDGET ANNEXE DE L'EAU	
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	
REPRISE PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE DES BUDGETS 34201 (CAPF EAU)	1 111 568,03 €
RECETTES DE L'ANNEE	6 731 272,87 €
DEPENSES DE L'ANNEE	-3 829 742,11 €
RESULTAT DE CLOTURE	4 013 098,79 €
RESULTAT D'INVESTISSEMENT	
REPRISE PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE DU RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE DES BUDGETS 34201 (CAPF EAU)	22 477,62 €
RECETTES DE L'ANNEE	1 136 700,11 €
DEPENSES DE L'ANNEE	-1 899 059,87 €
RESULTAT DE CLOTURE	-739 882,14 €
RESTES A REALISER DEPENSES	-1 029 879,43 €
RESTES A REALISER RECETTES	574 213,94 €
EXCEDENT DE FINANCEMENT	-1 195 547,63 €
RESULTAT DISPONIBLE	2 817 551,16 €

2. Considérant l'excédent de fonctionnement, décide d'affecter la somme de :

1 195 547,63 € au compte 1068 Investissement

2 817 551,16 € au compte 002R Excédent de fonctionnement reporté

3. Reprendre la somme de

-739 882,14 € au compte 001D Solde d'exécution

4. Reconnaît la sincérité des restes à réaliser

RESULTATS 2013

1. Le compte administratif 2013 du budget annexe de l'assainissement peut se présenter comme suit :

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT	
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	
REPRISE PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE DU BUDGET 34202 (CAPF ASST) et 21100 (SPANC CCHVH)	726 499,07 €
RECETTES DE L'ANNEE	3 965 503,31 €
DEPENSES DE L'ANNEE	-3 034 781,60 €
RESULTAT DE CLOTURE	1 657 220,78 €
RESULTAT D'INVESTISSEMENT	
REPRISE PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE DU RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE DU BUDGET 34202 (CAPF ASST) et 21100 (SPANC)	-176 565,23 €
RECETTES DE L'ANNEE	1 406 807,35 €
DEPENSES DE L'ANNEE	-1 465 927,08 €
RESULTAT DE CLOTURE	-235 684,96 €
RESTES A REALISER DEPENSES	-854 605,80 €
RESTES A REALISER RECETTES	174 877,00 €
BESOIN DE FINANCEMENT	-915 413,76 €
RESULTAT DISPONIBLE	741 807,02 €

2. Considérant l'excédent de fonctionnement, décide d'affecter la somme de :

915 413,76 € au compte 1068 Investissement

741 807,02 € au compte 002R Excédent de fonctionnement reporté

3. Reprendre la somme de

235 684,96 € au compte 001D Solde d'exécution

4. Reconnaît la sincérité des restes à réaliser

RESULTATS 2013

1. Le compte administratif 2012 du budget annexe des Grands Champs peut se présenter comme suit :

BUDGET ANNEXE DES GRANDS CHAMPS	
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	
REPRISE PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE DU BUDGET 34204 (CAPF ZA GRANDS CHAMPS)	233 299,49 €
RECETTES DE L'ANNEE	0,00 €
DEPENSES DE L'ANNEE	0,00 €
RESULTAT DE CLOTURE	233 299,49 €
RESULTAT D'INVESTISSEMENT	
REPRISE PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE DU RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE DU BUDGET 34204 (CAPF ZA GRANDS CHAMPS)	-159 994,82 €
RECETTES DE L'ANNEE	0,00 €
DEPENSES DE L'ANNEE	0,00 €
RESULTAT DE CLOTURE	-159 994,82 €
BESOIN DE FINANCEMENT	-159 994,82 €
RESULTAT DISPONIBLE	73 304,67 €

2. Décide l'affectation au résultat par l'inscription des sommes de :

-159 994,82 € au compte 001D Solde d'exécution

233 299,49 € au compte 002R Excédent de fonctionnement reporté

RESULTATS 2013

1. Le compte administratif 2013 du budget annexe Route de Banvou peut se présenter comme suit :

BUDGET ANNEXE ROUTE DE BANVOU (CROCHERE)	
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	
REPRISE PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE DU BUDGET 34205 (CAPF HALLE TECHNO CROCHERE 2)	0,00 €
RECETTES DE L'ANNEE	147 085,37 €
DEPENSES DE L'ANNEE	-161 430,31 €
RESULTAT DE CLOTURE	-14 344,94 €
RESULTAT D'INVESTISSEMENT	
REPRISE PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE DU RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE DU BUDGET 34205 (CAPF HALLE TECHNO CROCHERE2)	-8 616,50 €
RECETTES DE L'ANNEE	46 912,50 €
DEPENSES DE L'ANNEE	-62 043,10 €
RESULTAT DE CLOTURE	-23 747,10 €
RESTES A REALISER DEPENSES	0,00 €
RESTES A REALISER RECETTES	0,00 €
BESOIN DE FINANCEMENT	-23 747,10 €
RESULTAT DISPONIBLE	-38 092,04 €

2. Considérant le déficit de fonctionnement, décide d'affecter la somme de :

14 344,94 € au compte 002D Excédent de fonctionnement reporté

3. Reprendre la somme de

23 747,10 € au compte 001D Solde d'exécution

RESULTATS 2013

1. Le compte administratif 2013 du budget annexe des Josnets peut se présenter comme suit :

BUDGET ANNEXE DES JOSNETS	
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	
REPRISE PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE DU BUDGET 34206 (CAPF ZA JOSNETS)	800,00 €
RECETTES DE L'ANNEE	0,00 €
DEPENSES DE L'ANNEE	0,00 €
RESULTAT DE CLOTURE	800,00 €
RESULTAT D'INVESTISSEMENT	
REPRISE PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE DU RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE DU BUDGET 34206 (CAPF ZA JOSNETS)	5 263,00 €
RECETTES DE L'ANNEE	0,00 €
DEPENSES DE L'ANNEE	0,00 €
RESULTAT DE CLOTURE	5 263,00 €

2. Décide l'affectation au résultat par l'inscription des sommes de :

5 263,00 € au compte 001R Solde d'exécution

800,00 € au compte 002R Excédent de fonctionnement reporté

RESULTATS 2013

1. Le compte administratif 2013 du budget annexe des Transports peut se présenter comme suit :

BUDGET ANNEXE DES TRANSPORTS	
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	
REPRISE PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE DU BUDGET 34207 (CAPF TRANSPORTS)	381 299,84 €
RECETTES DE L'ANNEE	1 845 403,47 €
DEPENSES DE L'ANNEE	-2 073 456,53 €
RESULTAT DE CLOTURE	153 246,78 €
RESULTAT D'INVESTISSEMENT	
REPRISE PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE DU RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE DU BUDGET 34207 (CAPF TRANSPORTS)	9 884,92 €
RECETTES DE L'ANNEE	14 134,49 €
DEPENSES DE L'ANNEE	-10 077,22 €
RESULTAT DE CLOTURE	13 942,19 €
RESTES A REALISER DEPENSES	-49 693,06 €
RESTES A REALISER RECETTES	0,00 €
EXCEDENT DE FINANCEMENT	-35 750,87 €
RESULTAT DISPONIBLE	117 495,91 €

2. Considérant l'excédent de fonctionnement, décide d'affecter la somme de :

35 750,87 € au compte 1068 Investissement

117 495,91 € au compte 002R Excédent de fonctionnement reporté

3. Reprendre la somme de

13 942,19 € au compte 001R Solde d'exécution

4. Reconnaît la sincérité des restes à réaliser

RESULTATS 2013

1. Le compte administratif 2013 du budget annexe de l'office de tourisme peut se présenter comme suit :

BUDGET ANNEXE DE L'OFFICE DE TOURISME	
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	
REPRISE PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE DU BUDGET 34211 (CAPF OFFICE DU TOURISME)	-8 283,30 €
RECETTES DE L'ANNEE	122 867,20 €
DEPENSES DE L'ANNEE	-138 256,12 €
RESULTAT DE CLOTURE	-23 672,22 €
RESULTAT D'INVESTISSEMENT	
REPRISE PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE DU RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE DU BUDGET 34211 (CAPF OFFICE DU TOURISME)	30 000,00 €
RECETTES DE L'ANNEE	0,00 €
DEPENSES DE L'ANNEE	0,00 €
RESULTAT DE CLOTURE	30 000,00 €
RESULTAT DISPONIBLE	6 327,78 €

2. Décide l'affectation au résultat par l'inscription des sommes de :

23 672,22 € au compte 002D Excédent de fonctionnement reporté

30 000,00 € au compte 001R Solde d'exécution

3. Reconnaît la sincérité des restes à réaliser

RESULTATS 2013

1. Le compte administratif 2013 du budget annexe zone d'activité peut se présenter comme suit :

BUDGET ANNEXE ZONE D'ACTIVITE	
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	
REPRISE PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE DU BUDGET 34213 (CAPF ZONES ACIVITES)	-5 648,26 €
RECETTES DE L'ANNEE	421 946,98 €
DEPENSES DE L'ANNEE	-654 548,09 €
RESULTAT DE CLOTURE	-238 249,37 €
RESULTAT DISPONIBLE	-238 249,37 €

2. Décide l'affectation au résultat par l'inscription des sommes de :

-238 249,37 € au compte 002D Excédent de fonctionnement reporté

3. Reconnaît la sincérité des restes à réaliser

RESULTATS 2013

1. Le compte administratif 2013 du budget annexe de la ZAC Haute-Varenne peut se présenter comme suit :

ZAC de la Haute Varenne et du Houllme	
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	
REPRISE PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE DU BUDGET 21400 (ZAC HTE VARENNE CCHVH)	-205 833,19 €
RECETTES DE L'ANNEE	300,00 €
DEPENSES DE L'ANNEE	-1 417,85 €
RESULTAT DE CLOTURE	-206 951,04 €
RESULTAT D'INVESTISSEMENT	
REPRISE PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE DU RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE DU BUDGET 21400 (ZAC HTE VARENNE CCHVH)	228 186,86 €
RECETTES DE L'ANNEE	0,00 €
DEPENSES DE L'ANNEE	0,00 €
RESULTAT DE CLOTURE	228 186,86 €

2. Décide l'affectation au résultat par l'inscription des sommes de :

206 951,04 € au compte 002D Excédent de fonctionnement reporté

228 186,86 € au compte 001R Solde d'exécution

3. Reconnaît la sincérité des restes à réaliser

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers			
Date	Délibération	Nature	Folio n°
25.06.14	76	7.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

SEANCE N° 05 DU 25 JUIN 2014

28 questions, numérotées de 61 à 88

DELIBERATION

TAXE SUR LES SURFACES COMMERCIALES FIXATION DU COEFFICIENT MULTIPLICATEUR

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, sauf pour la question n° 73 présidée par Pierre SALLES, doyen d'âge.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUCHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messeil), Daniel BIGEON (Dompierre), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houïme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LAGLIN (Le Châtellier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVEE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messeil), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messeil), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houïme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtellier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompierre), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messeil), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents		Suppléants présents		Questions
Annie	GROSSE	Jean-Yves	BAZIN	Ensemble de la séance
Bruno	LOUISE	François	CHOCHON	
Jean-Claude	DORSY	Marie-Christine	LEDEUX	

Tous présents, à l'exception de :

Mandant		Mandataire		Questions
Brigitte	BASTIANUTTI	Gérard	COLIN	Ensemble de la séance
Chantal	CORVEE	Guy	LANGE	
Jean	CHATELAIS	Subay	SAHIN	
Inès	CHATÉ	Irène	COJEAN	
Yvette	LERICHOMME	Josette	BONNEL	
Lori	HELLOCO	Yves	GOASDOUE	
Michel	DUMAINE	Nadine	COURTEILLE	
Catherine	HAVAS	Jean-Marc	LEVERRIER	
Philippe	SENAUX	Mathieu	HELLOUIN	
				74 à la fin

Excusée : Gaëlle PIOLINE

Absent : Noël DJEZAIRI

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
	61 à 72	43	51
	73	43	49
	74 à 88	42	51

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
19.06.14	19 h 30	Irène COJEAN	21 h 50	26.06.14	30 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	76	7.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T

Présenté par

Serge HAMEL

Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
FINANCES		02	18.06.14	10	
CONSEIL	Séance	05	25.06.14	N° d'ordre	N° délibération
				16	76

OBJET	TAXE SUR LES SURFACES COMMERCIALES - FIXATION DU COEFFICIENT MULTIPLICATEUR
-------	--

MG/VV/EA

Chers Collègues,

La taxe sur les surfaces commerciales a été créée par la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972. Elle est assise sur la surface de vente des magasins de commerce de détail, dès lors qu'elle dépasse 400 mètres carrés. La taxe ne s'applique pas aux établissements dont le chiffre d'affaire annuel est inférieur à 460 000 euros.

Depuis le 1^{er} janvier 2011, la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) est perçue au profit des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, sur le territoire desquels est situé l'établissement imposable.

Le 5^{ème} alinéa du point 1.2.4.1 de l'article 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 permet, aux communes ou aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre percevant la taxe sur les surfaces commerciales, d'appliquer à son montant un coefficient multiplicateur compris entre 0,8 et 1,2. Ce coefficient ne peut être inférieur à 0,95 ni supérieur à 1,05 au titre de la première année pour laquelle cette faculté est exercée. Il ne peut ensuite varier de plus de 0,05 chaque année.

Par délibération 1097 du 27 septembre 2012, la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers a décidé d'appliquer un coefficient multiplicateur de 1,10 aux montants de TASCOM dus en 2013. Par délibération 171 du 26 juin 2013, la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers a décidé d'appliquer un coefficient multiplicateur de 1,15 aux montants de TASCOM dus en 2014. Vu le point 1.2.4.1 de l'article 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010,

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

1 – FIXER le coefficient multiplicateur s'appliquant aux montants de TASCOM dus en 2015 à 1,20.

2 – CHARGER Monsieur le Président de notifier cette décision aux services préfectoraux.

ADOpte A L'UNANIMITE.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140625-DEL76-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/06/2014
Publication : 30/06/2014



Le Président,

Yves GOASDOUE

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers			
Date	Délibération	Nature	Folio n°
25.06.14	77	7.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

SEANCE N° 05 DU 25 JUIN 2014

28 questions, numérotées de 61 à 88

DELIBERATION

FONDS DE PEREQUATION INTERCOMMUNAL REPARTITION

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, sauf pour la question n° 73 présidée par Pierre SALLES, doyen d'âge.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Étangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUICHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Étangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVEE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents		Suppléants présents		Questions
Annie	GROSSE	Jean-Yves	BAZIN	Ensemble de la séance
Bruno	LOUISE	François	CHOCHON	
Jean-Claude	DORSY	Marie-Christine	LEDEUX	

Tous présents, à l'exception de :

Mandant		Mandataire		Questions
Brigitte	BASTIANUTTI	Gérard	COLIN	Ensemble de la séance
Chantal	CORVEE	Guy	LANGE	
Jean	CHATELAIS	Subay	SAHIN	
Inès	CHATÉ	Irène	COJEAN	
Yvette	LERICHOMME	Josette	BONNEL	
Lori	HELLOCO	Yves	GOASDOUE	
Michel	DUMAINE	Nadine	COURTEILLE	
Catherine	HAVAS	Jean-Marc	LEVERRIER	
Philippe	SENAUX	Mathieu	HELLOUIN	
				74 à la fin

Excusée : Gaëlle PIOLINE

Absent : Noël DJEZAIRI

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
	61 à 72	43	51
	73	43	49
	74 à 88	42	51

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
19.06.14	19 h 30	Irène COJEAN	21 h 50	26.06.14	30 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	77	7.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T

Présenté par

Serge HAMEL

Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
FINANCES		02	18.06.14	12	
CONSEIL	Séance	05	25.06.14	N° d'ordre	N° délibération
				17	77

OBJET	FONDS DE PEREQUATION INTERCOMMUNAL - REPARTITION
--------------	---

MG/VV/EA

Chers Collègues,

Par délibération 169 du 26 juin 2013, votre assemblée a adopté un mécanisme de dotation de solidarité communautaire reposant sur les principes suivants :

- ✓ La répartition d'une enveloppe péréquatrice globale (fonds de péréquation intercommunale + dotation de solidarité communautaire), calculée sur la base de l'enveloppe de DSC versée par l'ex-CAPF et étendue au nouvel EPCI proportionnellement au nombre d'habitant.
- ✓ La répartition de cette enveloppe péréquatrice (FPIC + DSC) selon les critères de droit commun de répartition du reversement FPIC entre les communes.
- ✓ L'adoption d'une DSC complémentaire garantie pour assurer une neutralité budgétaire aux communes dans la limite de 49 % de l'enveloppe totale de DSC.

Pour mettre en place ce dispositif, en respectant les objectifs annoncés en 2013, il convient d'opter pour une répartition dérogatoire libre des prélèvements et reversements du FPIC.

L'adoption de ce mode de répartition requiert l'unanimité.

Comme présentée en annexe, la répartition dérogatoire libre proposée repose sur les principes suivants :

- ✓ Répartition du FPIC entre les communes et la CAPF en fonction du coefficient d'intégration fiscale corrigée de la pondération appliquée au titre de la deuxième année.
- ✓ Répartition de l'enveloppe entre les communes selon les critères de droit commun

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	77	7.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

Il en résulte la répartition suivante :

CAPF Répartition du FPIC 2014				
Exercice		2014	Ensemble intercommunal:	CAPF
Répartition du FPIC entre l'EPCI et ses communes membres				
	Prélèvement de droit commun	Prélèvement dérogatoire	Reversement de droit commun	Reversement dérogatoire
Part EPCI	-	-	255 667	390 513
Part communes membres	-	-	373 813	238 967
TOTAL	-	-	629 480	629 480
Répartition du FPIC dérogatoire entre communes membres				
Nom Communes	Prélèvement dérogatoire	Reversement dérogatoire	Solde dérogatoire retenu	Solde de droit commun
Aubusson	-	3 510.14	3 510.14	5 490.87
La Bazoque	-	2 090.77	2 090.77	3 270.56
Caligny	-	4 381.74	4 381.74	6 854.31
Cerisy-Belle-Etoile	-	6 296.30	6 296.30	9 849.22
La Chapelle au Maine	-	4 295.06	4 295.06	6 718.71
La Chapelle Biche	-	4 602.14	4 602.14	7 199.07
Flers	-	86 372.83	86 372.83	135 111.90
La Lande Patry	-	12 865.63	12 865.63	20 125.54
Landigou	-	3 761.94	3 761.94	5 884.75
Saint Clair de Halouze	-	7 080.38	7 080.38	11 075.74
Saint Georges des Groseillers	-	19 077.50	19 077.50	29 842.68
Saint Paul	-	5 213.85	5 213.85	8 155.96
La Selle la Forge	-	10 305.02	10 305.02	16 120.00
Montilly sur Noireau	-	6 133.62	6 133.62	9 594.74
Banvou	-	5 903.75	5 903.75	9 235.15
Bellou en Houlme	-	8 938.45	8 938.45	13 982.29
Le Chatellier	-	3 297.56	3 297.56	5 158.33
La Coulonche	-	4 284.42	4 284.42	6 702.06
Dompierre	-	2 854.71	2 854.71	4 465.59
Echalou	-	3 077.53	3 077.53	4 814.14
La Ferrière aux Etangs	-	10 178.60	10 178.60	15 922.25
Messei	-	12 565.75	12 565.75	19 656.44
Saint-André-de-Messei	-	4 203.54	4 203.54	6 575.54
Saires La Verrerie	-	2 002.10	2 002.10	3 131.86
Landisaca	-	5 673.70	5 673.70	8 875.30

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	77	7.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

DECIDER la répartition des prélèvements et des reversements de FPIC selon les critères dérogatoires libres présentés ci-dessus.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140625-DEL77-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/06/2014
Publication : 30/06/2014



Yves DASDOUE

Répartition du FPIC entre communes membres

Code INSEE	Nom communes	Répartition du FPIC entre Communes membres				
		Montant prélevé de droit commun	Montant prélevé définitif	Montant reversé de droit commun	Montant reversé définitif	Solde de droit commun
61011	AUBUSSON	0		5 491		5 491
61024	BANVOU	0		9 235		9 235
61030	BAZOQUE	0		3 271		3 271
61040	BELLOU-EN-HOULME	0		13 982		13 982
61070	CALIGNY	0		6 854		6 854
61078	CERISY-BELLE-ETOILE	0		9 849		9 849
61084	CHAPELLE-AU-MOINE	0		6 719		6 719
61095	CHAPELLE-BICHE	0		7 199		7 199
61102	CHATELLIER	0		5 158		5 158
61124	COULONCHE	0		6 702		6 702
61146	DOMPIERRE	0		4 466		4 466
61149	ECHALOU	0		4 814		4 814
61163	FERRIERE-AUX-ETANGS	0		15 922		15 922
61169	FLERS	0		135 112		135 112
61218	LANDE-PATRY	0		20 126		20 126
61221	LANDIGOU	0		5 885		5 885
61222	LANDISACO	0		8 875		8 875
61276	MESSEI	0		19 656		19 656
61287	MONTILLY-SUR-NOIREAU	0		9 595		9 595
61362	SAINT-ANDRE-DE-MESSEI	0		6 576		6 576
61376	SAINT-CLAIR-DE-HALOUE	0		11 076		11 076
61391	SAINT-GEORGES-DES-GROSEILLERS	0		29 842		29 842
61443	SAINT-PAUL	0		8 156		8 156

61489	SAIRES-LA-VERRIERE	0	3 132	3 132	
61486	SELLE-LA-FORGE	0	16 120	16 120	
	TOTAL	0	373 813	373 813	

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers

Date	Délibération	Nature	Folio n°
25.06.14	78	7.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

SEANCE N° 05 DU 25 JUIN 2014

28 questions, numérotées de 61 à 88

DELIBERATION

DOTATION DE SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE REPARTITION

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, sauf pour la question n° 73 présidée par Pierre SALLES, doyen d'âge.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUCHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LAGLIN (Le Châtellier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVÉE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtellier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents		Suppléants présents		Questions
Annie	GROSSE	Jean-Yves	BAZIN	Ensemble de la séance
Bruno	LOUISE	François	CHOCHON	
Jean-Claude	DORSY	Marie-Christine	LEDEUX	

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :

Mandant		Mandataire		Questions
Brigitte	BASTIANUTTI	Gérard	COLIN	Ensemble de la séance
Chantal	CORVEE	Guy	LANGE	
Jean	CHATELAIS	Subay	SAHIN	
Inès	CHATÉ	Irène	COJEAN	
Yvette	LERICHOMME	Josette	BONNEL	
Lori	HELLOCO	Yves	GOASDOUE	
Michel	DUMAINE	Nadine	COURTEILLE	
Catherine	HAVAS	Jean-Marc	LEVERRIER	
Philippe	SENAUX	Mathieu	HELLOUIN	74 à la fin

Excusée : Gaëlle PIOLINE

Absent : Noël DJEZAIRI

EFFECTIF		Question	Présents	Votants
En exercice	: 53	61 à 72	43	51
Quorum	: 27	73	43	49
		74 à 88	42	51

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
19.06.14	19 h 30	Irène COJEAN	21 h 50	26.06.14	30 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	78	7.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T

Présenté par

Serge HAMEL

Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
FINANCES		02	18.06.14	11	
CONSEIL	Séance	05	25.06.14	N° d'ordre	N° délibération
				18	78

OBJET	DOTATION DE SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE – REPARTITION
-------	--

MG/VV/EA

Chers Collègues,

L'article 1609 nonies C précise que les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité professionnelle unique peuvent instituer une dotation de solidarité communautaire au bénéfice de leurs communes membres. Cette dotation doit être répartie en tenant compte, prioritairement, de l'importance de la population et du potentiel fiscal ou financier par habitant.

Par délibération 169 du 26 juin 2013, votre assemblée a adopté un mécanisme de dotation de solidarité communautaire reposant sur les principes suivants :

- ✓ La répartition d'une enveloppe péréquatrice globale (fonds de péréquation intercommunale + dotation de solidarité communautaire), calculée sur la base de l'enveloppe de DSC versée par l'ex-CAPF et étendue au nouvel EPCI proportionnellement au nombre d'habitant.
- ✓ La répartition de cette enveloppe péréquatrice (FPIC + DSC) selon les critères de droit commun de répartition du reversement FPIC entre les communes.
- ✓ L'adoption d'une DSC complémentaire garantie pour assurer une neutralité budgétaire aux communes dans la limite de 49 % de l'enveloppe totale de DSC.

Pour mettre en place ce dispositif, en respectant les objectifs annoncés en 2013, vous avez adopté, à l'unanimité dans la délibération précédente, une répartition dérogatoire libre du fonds de péréquation intercommunale.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	78	7.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

Il en résulte pour 2014, une enveloppe péréquatrice répartie comme suit :

2014					
	Calcul d'une péréquation 2014 théorique	FPIC 2014	DSC 2014	Garantie	TOTAL
Aubusson	5 845	3 510	2 335	-	5 845
La Bazoque	3 482	2 091	1 391	1 273	4 755
Caligny	7 297	4 382	2 915	-	7 297
Cerisy-Belle-Etoile	10 485	6 296	4 189	-	10 485
La Chapelle au Moine	7 153	4 295	2 857	-	7 153
La Chapelle Biche	7 664	4 602	3 062	-	7 664
Flers	143 836	86 373	57 463	-	143 836
La Lande Patry	21 425	12 866	8 559	-	21 425
Landigou	6 265	3 762	2 503	2 475	8 740
Saint Clair de Halouze	11 791	7 080	4 711	-	11 791
Saint Georges des Groseillers	31 770	19 077	12 692	31 723	63 493
Saint Paul	8 683	5 214	3 469	182	8 865
La Selle la Forge	17 161	10 305	6 856	-	17 161
Montilly sur Noireau	10 214	6 134	4 081	-	10 214
Banvou	9 831	5 904	3 928	-	9 831
Bellou en Houlme	14 885	8 938	5 947	-	14 885
Le Chatellier	5 491	3 298	2 194	-	5 491
La Coulonche	7 135	4 284	2 850	-	7 135
Dompierre	4 754	2 855	1 899	-	4 754
Echalou	5 125	3 078	2 047	-	5 125
La Ferrière aux Etangs	16 950	10 179	6 772	-	16 950
Messei	20 926	12 566	8 360	-	20 926
Saint-André-de- Messei	7 000	4 204	2 797	-	7 000
Saires La Verrerie	3 334	2 002	1 332	-	3 334
Landisacq	9 448	5 674	3 775	-	9 448
TOTAL	397 951	238 967	158 984	35 654	433 605

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

1 – FIXER pour l'année 2014, la dotation de solidarité communautaire à 194 638 €.

2 – REPARTIR la dotation de solidarité communautaire pour l'année 2014, conformément au tableau ci-dessus.

ADOpte A L'UNANIMITE.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140625-DEL78-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/06/2014

Publication : 30/06/2014



Le Président,

Yves GOASDOUE

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers			
Date	Délibération	Nature	Folio n°
25.06.14	80	7.10	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

SEANCE N° 05 DU 25 JUIN 2014

28 questions, numérotées de 61 à 88

DELIBERATION

OFFICE DE TOURISME DU PAYS DE FLERS RENDEZ-VOUS DE L'ETE ADOPTION DES TARIFS DES BOISSONS ET DES GLACES

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, sauf pour la question n° 73 présidée par Pierre SALLES, doyen d'âge.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUICHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messeil), Daniel BIGEON (Dompierre), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVÉE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messeil), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messeil), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompierre), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messeil), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEMBault (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents		Suppléants présents		Questions
Annie	GROSSE	Jean-Yves	BAZIN	Ensemble de la séance
Bruno	LOUISE	François	CHOCHON	
Jean-Claude	DORSY	Marie-Christine	LEDEUX	

Tous présents, à l'exception de :

Mandant		Mandataire		Questions
Brigitte	BASTIANUTTI	Gérard	COLIN	Ensemble de la séance
Chantal	CORVEE	Guy	LANGE	
Jean	CHATELAIS	Subay	SAHIN	
Inès	CHATÉ	Irène	COJEAN	
Yvette	LERICHOMME	Josette	BONNEL	
Lori	HELLOCO	Yves	GOASDOUE	
Michel	DUMAINE	Nadine	COURTEILLE	
Catherine	HAVAS	Jean-Marc	LEVERRIER	
Philippe	SENAUX	Mathieu	HELLOUIN	
				74 à la fin

Excusée : Gaëlle PIOLINE

Absent : Noël DJEZAIRI

Question		Présents	Votants
61 à 72		43	51
73		43	49
74 à 88		42	51

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
19.06.14	19 h 30	Irène COJEAN	21 h 50	26.06.14	30 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	80	7.10	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

R A P P O R T

Présenté par

Serge HAMEL

Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
FINANCES		02	18.06.14	13	
CONSEIL	Séance	05	25.06.14	N° d'ordre	N° délibération
				20	80

OBJET	OFFICE DE TOURISME DU PAYS DE FLERS - RENDEZ-VOUS DE L'ETE - ADOPTION DES TARIFS DES BOISSONS ET DES GLACES
--------------	--

SLM/VVEA

Chers Collègues,

Après la réussite des éditions 2012 et 2013 des rendez-vous de l'été, la Ville de Flers et la CAPF reconduisent ce concept d'animations estivales pour tous, gratuites, de qualité, éclectiques dans l'esprit « douceur de vivre ».

La programmation est composée de rendez-vous réguliers en juillet et août qui rythment l'été : les mardis randos, les jeudis curieux, les vendredis concerts, les dimanches au parc.

Ainsi, 29 rendez-vous et de multiples animations gratuites seront proposés.

Les dimanches au parc offriront un cadre majestueux pour les animations. Chaque dimanche après-midi sera décliné sous une thématique différente où ateliers pour enfants et adultes se mêleront à des spectacles.

En parallèle, il est proposé de mettre en place un espace rafraîchissement/glaces tous les dimanches. Il sera situé sur la « terrasse » entre l'étang et la mairie. Cela permettra d'offrir un véritable espace de repos et de détente pour les visiteurs.

Ce service sera géré et assuré par l'équipe de l'Office de Tourisme et du Commerce.

Il vous est proposé d'adopter les tarifs suivants :

Boissons	Tarifs
Coca-cola	1,50 €
Orangina	1,50 €
Oasis	1,50 €
Ice Tea	1,50 €
Perrier	1,50 €
Eau minérale 50cl	1,00 €

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	80	7.10	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

Glaces	Tarifs
Magnum	2,00 €
Mini magnum	1,00 €
Bâtonnets glace à l'eau	1,50 €
Cornetto	1,50 €
Gâteaux	Tarifs
Sachet de gâteaux de la biscuiterie de Lonlay L'abbaye	0,20 €

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

APPROUVER les tarifs décrits ci-dessus à compter du 1^{er} juillet 2014.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140625-DEL80-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/06/2014

Publication : 30/06/2014

FLERS

agglomération

TD/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers			
Date	Délibération	Nature	Folio n°
25.06.14	81	7.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

SEANCE N° 05 DU 25 JUIN 2014

28 questions, numérotées de 61 à 88

DELIBERATION

ETUDE PRE-OPERATIONNELLE DE MISE EN ŒUVRE D'UNE ETUDE PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT (OPAH) LANCEMENT DE L'ETUDE DEMANDE DE SUBVENTIONS

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, sauf pour la question n° 73 présidée par Pierre SALLES, doyen d'âge.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUICHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVÉE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEMBault (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents		Suppléants présents		Questions
Annie	GROSSE	Jean-Yves	BAZIN	Ensemble de la séance
Bruno	LOUISE	François	CHOCHON	
Jean-Claude	DORSY	Marie-Christine	LEDEUX	

Tous présents, à l'exception de :

Mandant		Mandataire		Questions
Brigitte	BASTIANUTTI	Gérard	COLIN	Ensemble de la séance
Chantal	CORVEE	Guy	LANGE	
Jean	CHATELAIS	Subay	SAHIN	
Inès	CHATÉ	Irène	COJEAN	
Yvette	LERICHOMME	Josette	BONNEL	
Lori	HELLOCO	Yves	GOASDOUE	
Michel	DUMAINE	Nadine	COURTEILLE	
Catherine	HAVAS	Jean-Marc	LEVERRIER	
Philippe	SENAUX	Mathieu	HELLOUIN	
				74 à la fin

Excusée : Gaëlle PIOLINE

Absent : Noël DJEZAIRI

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
	61 à 72	43	51
	73	43	49
	74 à 88	42	51

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
19.06.14	19 h 30	Irène COJEAN	21 h 50	26.06.14	30 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



www.agglomeration.fr

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	81	7.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

R A P P O R T

Présenté par
Michel DUMAINE
Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
FINANCES		02	18.06.14	QD1	
CONSEIL	Séance	05	25.06.14	N° d'ordre	N° délibération
				21	81

OBJET	ETUDE PRE-OPERATIONNELLE DE MISE EN ŒUVRE D'UNE OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT (OPAH) – LANCEMENT DE L'ETUDE – DEMANDE DE SUBVENTIONS
--------------	--

NM/VV/EA

Chers Collègues,

Depuis 2008, la C.A.P.F. s'est engagée dans des actions de soutiens pour l'habitat privé à travers une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat sur les 14 communes. Cette OPAH s'est achevée au 31 octobre 2013. Dans la continuité, dès le 1er novembre 2013 et ce jusqu'au 31 décembre 2014, un protocole territorial « Habiter Mieux » consacré à la rénovation thermique a été mis en place à l'échelle des 25 communes.

L'objectif affiché par la CAPF est d'engager un nouveau programme d'amélioration de l'habitat de type OPAH sur les 25 communes à partir du 1er janvier 2015.

La mise en œuvre de ce programme nécessite la réalisation d'études préalable et pré opérationnelle.

L'étude préalable est destinée à établir un diagnostic de territoire sur les 25 communes et approfondir les thématiques (vacance dans le parc privé, les copropriétés, logements communaux, logements inconfortables, économies d'énergie, prise en compte des personnes âgées) et les périmètres (cœur de ville de Flers et les bourgs des autres communes membres). Elle a été réalisée en interne dans le cadre de l'observatoire de l'habitat.

L'étude pré-opérationnelle est destinée à :

- 1/ Définir le nombre de logements à réhabiliter dans la future OPAH
- 2/ Définir les aides mobilisables des différents partenaires
- 3/ Rédiger la convention d'OPAH
- 4/ Elaborer le règlement d'intervention de la CAPF.

Elle sera confiée à un opérateur spécialisé dans le cadre d'une consultation en procédure adaptée.

La durée de l'étude est estimée à 3 mois pour un montant prévisionnel de 10 000 € HT.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	81	7.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

Cette étude peut bénéficier des subventions suivantes :

Montant de l'étude pré-opérationnelle : 10 000 € HT		
Financiers potentiels	Taux	Montant de la subvention prévisionnelle
ANAH	50 %	5 000 €
Conseil Régional	15 %	1 500 €

Les conclusions de cette étude seront présentées au conseil communautaire qui devra autoriser la signature de la convention avec l'ANAH et décider des aides de la CAPF pour cette nouvelle OPAH.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - APPROUVER** le lancement de l'étude pré-opérationnelle.
- 2 - SOLLICITER** une subvention auprès de l'ANAH et du Conseil Régional ainsi qu'auprès de tout autre financeur pour cette étude.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140625-DEL81-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/06/2014

Publication : 30/06/2014

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers

Date	Délibération	Nature	Folio n°
25.06.14	82	5.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

SEANCE N° 05 DU 25 JUIN 2014

28 questions, numérotées de 61 à 88

DELIBERATION

ADHESION DE LA CAPF A L'AGENCE TECHNIQUE DEPARTEMENTALE INGENIERIE 61

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, sauf pour la question n° 73 présidée par Pierre SALLES, doyen d'âge.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUICHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompierre), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LAGLIN (Le Châtellier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVEE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtellier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompierre), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents		Suppléants présents		Questions
Annie	GROSSE	Jean-Yves	BAZIN	Ensemble de la séance
Bruno	LOUISE	François	CHOCHON	
Jean-Claude	DORSY	Marie-Christine	LEDEUX	

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :

Mandant		Mandataire		Questions
Brigitte	BASTIANUTTI	Gérard	COLIN	Ensemble de la séance
Chantal	CORVEE	Guy	LANGE	
Jean	CHATELAIS	Subay	SAHIN	
Inès	CHATÉ	Irène	COJEAN	
Yvette	LERICHOMME	Josette	BONNEL	
Lori	HELLOCO	Yves	GOASDOUE	
Michel	DUMAINE	Nadine	COURTEILLE	
Catherine	HAVAS	Jean-Marc	LEVERRIER	
Philippe	SENAUX	Mathieu	HELLOUIN	
				74 à la fin

Excusée : Gaëlle PIOLINE

Absent : Noël DJEZAIRI

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
	61 à 72	43	51
	73	43	49
	74 à 88	42	51

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
19.06.14	19 h 30	Irène COJEAN	21 h 50	26.06.14	30 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	82	5.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T

Présenté par

Yves GOASDOUE

Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
FINANCES		02	18.06.14	QD2	
CONSEIL	Séance	05	25.06.14	N° d'ordre	N° délibération
				22	82

OBJET	ADHESION DE LA CAPF A L'AGENCE TECHNIQUE DEPARTEMENTALE INGENIERIE 61
--------------	--

YG/EA

Chers Collègues,

Par délibération du 04 avril 2014, le Département de l'Orne propose aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale de s'impliquer dans le domaine du conseil technique en créant une agence départementale, en application de l'article L 5511-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette agence est chargée d'apporter aux EPCI qui le demandent et en sont adhérents, une assistance d'ordre technique, juridique ou financière.

Cette agence dénommée « Agence Départementale Ingénierie 61 » pourrait intervenir, à titre d'exemple, dans les domaines de l'ingénierie routière, d'ouvrages d'art, d'assainissement ...

L'agence est composée de personnels du Département mis à disposition.

Il semble opportun que la seconde intercommunalité du Département adhère à cette initiative, d'une part afin de la positionner en qualité d'interlocuteur du Département et, d'autre part, afin de permettre à nos communes membres de bénéficier d'une adhésion gratuite leurs permettant d'utiliser, pour leur compte, les services de l'Agence.

Il est précisé que les communes devront délibérer afin d'être elles-mêmes adhérentes, ce qui les place hors du champ concurrentiel pour les matières relevant de leurs relations avec l'Agence Départementale.

Nos communes pourront ainsi bénéficier de prestations sans recourir au formalisme de l'appel à la concurrence, en bénéficiant des services de proximité des agences territoriales du Département.

Bien entendu, certaines prestations seront payantes mais nos communes n'auront aucune obligation de recourir à l'Agence.

Les missions de base non payantes sont :

- l'appui et le conseil simple sans déplacement en matière de V.R.D. principalement. Les autres matières étant couvertes par des compétences de notre Agglomération.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	82	5.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

Les missions payantes comportent, à titre d'exemple :

- assistance technique à la voirie,
- programmes de travaux d'entretien,
- contrats de travaux,
- suivi des travaux.

L'Agence pourra, selon des tarifs à déterminer, assurer des missions d'assistance à maître d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre, dans la limite d'un coût d'opération de 400.000 € HT.

Le coût d'adhésion à l'Agence est fixé, pour notre Communauté d'Agglomération, à 0,50 € par habitant, soit 0,50 € x 37 590.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 – ADHERER** à l'Agence Départementale « Ingénierie 61 ».
- 2 – S'ENGAGER** à inscrire au budget 2015 la somme de **18.795 €**.
- 3 – DIRE** que chacune des communes membres de la CAPF devra adhérer à titre gracieux pour pouvoir bénéficier des prestations de l'Agence.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140625-DEL82-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/06/2014
Publication : 30/06/2014

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers			
Date	Délibération	Nature	Folio n°
25.06.14	83	4.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

SEANCE N° 05 DU 25 JUIN 2014

28 questions, numérotées de 61 à 88

DELIBERATION

PERSONNEL COMMUNAUTAIRE EMPLOI DES PERSONNES HANDICAPEES RAPPORT 2013

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, sauf pour la question n° 73 présidée par Pierre SALLES, doyen d'âge.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUICHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVÉE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents		Suppléants présents		Questions
Annie	GROSSE	Jean-Yves	BAZIN	Ensemble de la séance
Bruno	LOUISE	François	CHOCHON	
Jean-Claude	DORSY	Marie-Christine	LEDEUX	

Tous présents, à l'exception de :

Mandant		Mandataire		Questions
Brigitte	BASTIANUTTI	Gérard	COLIN	Ensemble de la séance
Chantal	CORVEE	Guy	LANGE	
Jean	CHATELAIS	Subay	SAHIN	
Inès	CHATÉ	Irène	COJEAN	
Yvette	LERICHOMME	Josette	BONNEL	
Lori	HELLOCO	Yves	GOASDOUE	
Michel	DUMAINE	Nadine	COURTEILLE	
Catherine	HAVAS	Jean-Marc	LEVERRIER	
Philippe	SENAUX	Mathieu	HELLOUIN	
				74 à la fin

Excusée : Gaëlle PIOLINE

Absent : Noël DJEZAIRI

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
	61 à 72	43	51
	73	43	49
	74 à 88	42	51

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
19.06.14	19 h 30	Irène COJEAN	21 h 50	26.06.14	30 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage – Thématique 2. Registre – Chemise Conseil – R.A.I. si nécessaire



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	83	4.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

R A P P O R T

Présenté par

Serge LOUCHE

Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
PERSONNEL RELATIONS AVEC LA SIRTOM MARCHES PUBLICS		02	18.06.14	14	
CONSEIL	Séance	05	25.06.14	N° d'ordre	N° délibération
				23	83

OBJET	PERSONNEL COMMUNAUTAIRE - EMPLOI DES PERSONNES HANDICAPEES - RAPPORT 2013
--------------	--

DJ/VV/EA

Chers Collègues,

La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 modifiée pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées a apporté des modifications à la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, en vue de favoriser l'insertion professionnelle des personnes handicapées dans la fonction publique.

La condition relative à l'aptitude physique à exercer des fonctions doit, désormais, s'apprécier au regard des possibilités de compensation du handicap. Cela suppose l'obligation pour les employeurs publics de prendre les mesures nécessaires pour pallier un handicap, sous réserves, néanmoins, que celles-ci ne soient pas disproportionnées.

Dans ce cadre, le législateur a renforcé l'obligation d'emploi d'au moins 6 % de personnes handicapées pour les collectivités ayant un effectif supérieur à 20 agents, en instituant une pénalité pour celles qui n'atteindraient pas ce pourcentage. Dans ce cas, elles doivent s'acquitter d'une contribution annuelle égale à l'écart entre le taux légal et le taux constaté. Versée au Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (F.I.P.H.F.P.), cette contribution a pour vocation de favoriser et d'aider à l'insertion de ces personnes.

Il est précisé que la passation de contrats de fourniture de sous-traitance avec des établissements de travail protégé, ou des dépenses affectées à des mesures spécifiques pour l'insertion professionnelle des handicapés, sont prises en compte dans la détermination de l'obligation d'emploi.

Conformément à l'article 35-bis de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, les établissements assujettis à l'obligation d'emploi présentent, chaque année, un rapport sur les conditions d'application de cette mesure à l'assemblée délibérante, après avis du comité technique, qui a été saisi le 20 juin 2014.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	83	4.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

Ce rapport se présente sous la forme du tableau ci-dessous :

<i>Effectif total rémunéré au 01/01/13</i>	171
<i>Nombre légal de bénéficiaires de l'obligation d'emploi</i>	10
B é n é f i c i a i r e s	
<i>Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH)</i>	2
<i>Agents reclassés</i>	3
<i>Bénéficiaires d'une allocation temporaire d'invalidité</i>	2
Total	7
<i>Soit pour le total de l'effectif un taux d'emploi direct de</i>	4,09%
<i>Unités manquantes avant réduction</i>	3
<i>Dépenses d'insertion professionnelle des handicapés donnant lieu à l'attribution d'unités déductibles</i>	0
<i>Nombre d'unités déductibles</i>	0
Nombre d'unités manquantes après réduction	3
<i>Taux d'emploi légal</i>	4,09%
Contribution 2014 en euros	11 360,00

LE CONSEIL :

PREND ACTE du rapport relatif à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés au titre de l'année 2013 ci-dessus présenté.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140625-DEL83-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/06/2014

Publication : 30/06/2014

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers			
Date	Délibération	Nature	Folio n°
25.06.14	84	4.1 4.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

SEANCE N° 05 DU 25 JUI 2014

28 questions, numérotées de 61 à 88

DELIBERATION

PERSONNEL COMMUNAUTAIRE ORGANIGRAMME COMMUN CAPF-VILLE-CCAS PROTOCOLE COMMUN RELATIF AU TEMPS DE TRAVAIL ACTUALISATION AU 01.07.2014

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, sauf pour la question n° 73 présidée par Pierre SALLES, doyen d'âge.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUICHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houime), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVÉE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houime), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents		Suppléants présents		Questions
Annie	GROSSE	Jean-Yves	BAZIN	Ensemble de la séance
Bruno	LOUISE	François	CHOCHON	
Jean-Claude	DORSY	Marie-Christine	LEDEUX	

Tous présents, à l'exception de :

Mandant		Mandataire		Questions
Brigitte	BASTIANUTTI	Gérard	COLIN	Ensemble de la séance
Chantal	CORVEE	Guy	LANGE	
Jean	CHATELAIS	Subay	SAHIN	
Inès	CHATÉ	Irène	COJEAN	
Yvette	LERICHOMME	Josette	BONNEL	
Lori	HELLOCO	Yves	GOASDOUE	
Michel	DUMAINE	Nadine	COURTEILLE	
Catherine	HAVAS	Jean-Marc	LEVERRIER	
Philippe	SENAUX	Mathieu	HELLOUIN	
				74 à la fin

Excusée : Gaëlle PIOLINE

Absent : Noël DJEZAIRI

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
	61 à 72	43	51
	73	43	49
	74 à 88	42	51

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
19.06.14	19 h 30	Irène COJEAN	21 h 50	26.06.14	30 JUI 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	84	4.1 4.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T

Présenté par

Serge LOUCHE

Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
PERSONNEL RELATIONS AVEC LA SIRTOM MARCHES PUBLICS		02	18.06.14	15	
CONSEIL	Séance	05	25.06.14	N° d'ordre	N° délibération
				24	84

OBJET	PERSONNEL COMMUNAUTAIRE - ORGANIGRAMME COMMUN CAPF-VILLE- CCAS - PROTOCOLE COMMUN RELATIF AU TEMPS DE TRAVAIL - ACTUALISATION AU 01.07.2014
-------	---

JLB/VV/EA

Chers Collègues,

Le protocole commun relatif au temps de travail applicable aux personnels territoriaux de la Communauté d'Agglomération du Pays de FLERS (CAPF), de la Ville de FLERS et du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) a été adopté par délibérations n° 176 du Conseil Communautaire du 26 juin 2013, n° 852 du Conseil Municipal du 24 juin 2013 et n° 10 du Conseil d'Administration du CCAS le 27 août 2013.

Les collectivités concernées ont en effet décidé de rapprocher les dispositions régissant la gestion de leurs ressources humaines, et notamment de faire converger les mesures formalisant l'organisation du travail de leurs personnels, suite à la décision unanime de leurs assemblées délibérantes de mutualiser leurs services dans le cadre d'un organigramme commun entre la CAPF et la Ville (par délibérations respectives n° 742 et 491 du 20 janvier 2011).

Depuis le 1^{er} juillet 2013, un protocole commun relatif au temps de travail, mis au point après concertation avec les Comités Techniques de chaque collectivité, récapitule dès lors l'ensemble des dispositions détaillées d'application mises en œuvre au bénéfice des personnels territoriaux concernés : ouverture des services au public, durée du travail, garanties minimales, congés annuels, congés de réduction du temps de travail (R.T.T), cycles de travail, travail à temps partiel et à temps non complet, heures supplémentaires et complémentaires, astreintes et permanences.

Ce document unique, consultable aisément, rend compte de manière globale des principes applicables en la matière. Il a vocation à être actualisé pour l'avenir, en tant que de besoin, pour tenir compte des dispositions nouvelles que les assemblées délibérantes seront amenées à prendre, ou pour intégrer les mesures nouvelles résultant de l'application de nouveaux textes.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	84	4.1 4.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

La CAPF, la Ville et le CCAS proposent aujourd'hui une modification des dispositions adoptées concernant les points suivants :

OBJET	Référence Protocole	PROPOSITIONS CONJOINTES CAPF-VILLE-CCAS
Agents à temps non complet	Article 9	<ul style="list-style-type: none"> Présentation, à titre indicatif, des heures de travail à effectuer en fonction du cycle de travail (base 36 heures, 37heures 30 et 43 heures hebdomadaires)
OBJET	Référence Protocole	PROPOSITIONS A L'INITIATIVE DE LA CAPF
Cycles de travail	Article 7 et annexe 1 du protocole relative aux cycles de travail	<ul style="list-style-type: none"> <u>Direction de la Cohésion sociale</u> : adaptation du cycle de travail du Multi-accueil Ribambelle à l'amplitude d'ouverture de l'équipement <u>Direction de l'Attractivité du territoire</u> : modification du cycle de travail du camping <u>Direction de la Culture</u> : mise en place d'un cycle de travail pour la direction du conservatoire communautaire de musique
OBJET	Référence Protocole	PROPOSITIONS A L'INITIATIVE DE LA VILLE
Congés de réduction du temps de travail	Article 6-1-3	<ul style="list-style-type: none"> Situation des agents d'accompagnement périscolaire suite à la mise en place de la réforme des rythmes scolaires
Cycles de travail	Article 7 et annexe 1 du protocole relative aux cycles de travail	<ul style="list-style-type: none"> <u>Direction des services au public</u> : modification du cycle de travail pour les agents responsables du service scolaire et périscolaire, les agents des écoles et les agents d'accompagnement périscolaire

Le document joint récapitule et détaille les dispositions du protocole commun relatif au temps de travail concernées par ces propositions, pour en faciliter sa mise à jour.

Il convient de noter que, même si la CAPF, la Ville (et son CCAS) ont décidé de mutualiser leurs services dans le cadre d'un organigramme commun, il n'en demeure pas moins que, d'un point de vue juridique, elles restent des entités juridiques distinctes. Leurs services sont mutualisés mais pas fusionnés. Il revient donc à chaque assemblée ou instance délibérative de se prononcer sur les modifications proposées à son initiative. Elle n'a pas compétence pour valider les mesures qui concernent les autres collectivités.

Toutefois, et dans la mesure où le nouveau régime de travail a été construit conjointement, il semble de bonne gestion que toute modification ultérieure à l'initiative de l'une ou de l'autre des collectivités, fasse l'objet de délibérations simultanées des instances décisionnelles concernées, afin de disposer d'un protocole toujours parfaitement actualisé.

Ces propositions, qui ont été soumises à l'avis du Comité Technique de la CAPF et du Comité Technique Paritaire de la Ville et du CCAS réunis le 20 juin 2014, ont recueillies un avis favorable.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	84	4.1 4.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARPETES DU PRESIDENT			

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

1 - APPORTER

au protocole commun relatif au temps de travail des personnels territoriaux de la Communauté d'Agglomération du Pays de FLERS, de la Ville de FLERS et du Centre Communal d'Action Sociale les modifications présentées dans le document joint, pour ce qui concerne les services communautaires.

2 - CHARGER

Monsieur le Président de la mise en œuvre des dispositions pratiques de cette actualisation (n° 2014-2), applicable au 1^{er} juillet 2014.

3 - PRENDRE ACTE

des modifications du protocole qui concernent les services des autres collectivités, étant précisé que leur mise en œuvre relève de la compétence exclusive des instances exécutives de ces dernières.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140625-DEL84-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/06/2014
Publication : 30/06/2014



Annexe à la délibération 84
du CC 05 du 25.06.2014
Le Président,

Yves GOASDOUE

**CAPF- VILLE DE FLERS – CCAS :
PROTOCOLE COMMUN RELATIF AU TEMPS DE TRAVAIL**

ACTUALISATION AU 01.07.2014

Le Protocole Commun relatif au temps de travail dans les services de la Communauté d'Agglomération du Pays de FLERS, de la Ville de FLERS et du Centre Communal d'Action Sociale, est modifié comme suit :

**ARTICLE 6 : CONGES DE REDUCTION DU TEMPS DE
TRAVAIL (RTT)**

L'article 6-1-3 est modifié comme suit :

6-1-3 : Ecoles : agents d'accompagnement périscolaire

Les agents d'accompagnement périscolaire doivent effectuer 1600 heures dans le cadre de chaque année scolaire ce qui implique un emploi du temps fixe qui s'organise à titre principal sur le temps scolaire et de manière accessoire sur les congés scolaires. Leur situation s'établit comme suit :

1	Jours calendaires dans l'année	365
2	Jours de week-ends	104
3	Jours fériés	9
4	Durée hebdomadaire du travail	41 heures
5	Congés annuels (pour mémoire)	29
6	Durée journalière	9 heures
7	Durée annuelle légale du travail	1600 heures
8	Congés R.T.T	Néant
9	Nombre d'heures à travailler (1600 heures + équivalence horaire des congés RTT)	1600 heures
10	Journée de solidarité	7 heures à effectuer selon dispositions prévues à l' article 6-1-4

ARTICLE 9 : AGENTS A TEMPS NON COMPLET

L'article 9 est modifié comme suit :

La durée hebdomadaire de service des agents à temps non complet est fixée en fraction de temps complet, exprimée en heures.

Le temps de travail d'un agent à temps complet est fixé par les dispositions des textes précités sur une base hebdomadaire de 35 heures.

En conséquence, la définition de leur durée de service est exprimée en 35^{èmes} d'heure.

Pour permettre aux agents à temps non complet de bénéficier du régime des congés annuels et des congés RTT à proportion de leur temps de travail, les intéressées assureront leurs obligations de service, en fraction de 35^{èmes} d'heure, par référence à la durée hebdomadaire applicable dans leurs services respectifs, soit :

- 36 heures (1605 heures annuelles) ou 37 heures 30 (1642 heures 30 annuelles)
- 43 heures dans les écoles (1629 heures annuelles).

Et à titre indicatif :

Temps de travail	Base 36 heures		Base 37 h 30		Base 43 heures	
	Heures Annuelles	Heures Hebdomadaires (arrondi au ¼ d'heure le plus proche)	Heures Annuelles	Heures Hebdomadaires	Heures Annuelles	Heures Hebdomadaires
Temps complet	1605 h 36 arrondi à 1605 h	36 heures	1642 h 30	37 h 30	1629 h	43 heures
75 %	1203 h 45	27 heures	1232 h	28 heures	1221 h 45	32 h 30
50%	802 h 30	18 heures	821 h 15	18 h 45	814 h 30	21 h 30

A compter du 1^{er} janvier 2005, les agents exerçant à temps non complet sont par ailleurs soumis, au prorata de leur temps de travail aux obligations de service inhérentes à l'instauration de la journée de solidarité prévue par la loi 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées.

PROTOCOLE COMMUN RELATIF AU TEMPS DE TRAVAIL

----- ANNEXE 1 : CYCLES DE TRAVAIL

L'annexe 1 du Protocole Commun relatif au temps de travail détaillant les **cycles de travail** dans les services de la Communauté d'Agglomération du Pays de FLERS, de la Ville de FLERS et du Centre Communal d'Action Sociale, est modifié comme suit :

		CYCLE DE TRAVAIL				
CODE	SERVICE (collectivité)	Période	Amplitude hebdomadaire	Bornes hebdomadaires	Bornes quotidiennes maximales	OBSERVATIONS
DIRECTION DE LA COHESION SOCIALE						
423	STRUCTURE MULTI- ACCUEIL « Ribambelle » (CAPF)	Hebdomadaire	Hebdomadaire 37 heures 30 (sur 5 jours)	du lundi au vendredi	de 7H30 à 18H30	Compte tenu de l'amplitude d'ouverture de l'équipement, la durée journalière de travail varie de 6h30 à 8h30

		CYCLE DE TRAVAIL				
CODE	SERVICE (collectivité)	Période	Amplitude hebdomadaire	Bornes hebdomadaires	Bornes quotidiennes maximales	OBSERVATIONS
DIRECTION DES SERVICES AU PUBLIC						
300	DIRECTION SERVICES AU PUBLIC	Hebdomadaire	37 heures 30 (sur 5 jours) ou 36 heures (sur 4 jours et demi)	du lundi au vendredi	de 8 heures 15 à 17 heures 30	Afin d'assurer la continuité de service avec les équipes extérieures, les bornes maximales quotidiennes de travail des cadres de la direction et du service scolaire et périscolaire sont étendues à 19h00
311	CITOYENNETE ET VIE QUOTIDIENNE					
321	PIECES OFFICIELLES					
331	SCOLAIRE ET PERISCOLAIRE (VILLE)					
340	ECOLES MATERNELLES (VILLE)	Annuelle	43 heures	En fonction du calendrier scolaire et des jours de classe	de 7 heures 30 à 18 heures 30 au maximum	9 heures 45 par jour maximum les lundis, mardis, jeudis et vendredis. Entre 4 et 5 heures maximum les mercredis selon les équipes (dans la limite de 43 heures hebdomadaires) Journées de grand ménage fixées à 8 heures Pause déjeuner de 30 minutes non décomptée en cas de journée continue
340	ECOLES ELEMENTAIRES ET RESTAURANTS (VILLE)	Annuelle	43 heures	En fonction du calendrier scolaire et des jours de classe	de 7 heures 30 à 19 heures au maximum	9 heures 45 par jour maximum les lundis, mardis, jeudis et vendredis Entre 4 et 5 heures maximum les mercredis selon les équipes (dans la limite de 43 heures hebdomadaires) Journées de grand ménage fixées à 8 heures Pause déjeuner de 30 minutes non décomptée en cas de journée continue
350	ACCOMPAGNEMENT PERISCOLAIRE (VILLE)	Annuelle	41 heures	Du lundi au vendredi à titre principal sur le temps scolaire et accessoirement pendant la période de congés scolaires	de 7 heures 30 à 18 heures 30 au maximum	9 heures par jour maximum les lundis, mardis, jeudis et vendredis et 5 heures les mercredis Pause déjeuner de 30 minutes non décomptée en cas de journée continue

CYCLE DE TRAVAIL						
CODE	SERVICE (collectivité)	Période	Amplitude hebdomadaire	Bornes hebdomadaires	Bornes quotidiennes maximales	OBSERVATIONS
DIRECTION ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE						
271	CAMPING DU PAYS DE FLERS (CAPF) Au 1 ^{er} janvier 2015	Annuelle	<u>Période d'été :</u> 32 semaines réparties entre 1 semaine à 36 heures et 1 semaine à 42 heures réelles bonifiées en raison du travail dominical Soit une moyenne hebdomadaire de 44 heures 30 (majoration incluse) ----- <u>Période d'hiver :</u> 20 semaines à 28h (sur 5 jours)	Du lundi au dimanche ----- Du lundi au vendredi	De 7 heures 30 à à 20 heures ----- De 9 heures à 17 heures	Référence au régime de 37 heures 30 hebdomadaires ----- Organisation des plannings congés contraints selon les périodes ----- <u>Période d'été :</u> Semaine 13 à 44 incluse Compensation du travail du dimanche ----- <u>Période d'hiver :</u> Semaines 45 à 12 incluse

CYCLE DE TRAVAIL						
CODE	SERVICE (collectivité)	Période	Amplitude hebdomadaire	Bornes hebdomadaires	Bornes quotidiennes maximales	OBSERVATIONS
DIRECTION DE LA CULTURE						
530	CONSERVATOIRE DE MUSIQUE Direction Accueil et secrétariat (CAPF)	Hebdomadaire	37 heures 30 (sur 5 jours)	du lundi au vendredi	de 8 heures 30 à 19 heures	40 heures en période scolaire avec récupération des 2 heures 30 hebdomadaires excédentaires hors période scolaire (pas d'enseignement hors période scolaire)

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers			
Date	Délibération	Nature	Folio n°
25.06.14	85	4.1 4.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

SEANCE N° 05 DU 25 JUIN 2014

28 questions, numérotées de 61 à 88

DELIBERATION

PERSONNEL COMMUNAUTAIRE DIALOGUE SOCIALE - COMITE TECHNIQUE ELECTIONS PROFESSIONNELLES 2014 FIXATION DU NOMBRE DE REPRESENTANTS DU PERSONNEL

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, sauf pour la question n° 73 présidée par Pierre SALLES, doyen d'âge.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUICHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtellier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVÉE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtellier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEMBault (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents		Suppléants présents		Questions
Annie	GROSSE	Jean-Yves	BAZIN	Ensemble de la séance
Bruno	LOUISE	François	CHOCHON	
Jean-Claude	DORSY	Marie-Christine	LEDEUX	

Tous présents, à l'exception de :

Mandant		Mandataire		Questions
Brigitte	BASTIANUTTI	Gérard	COLIN	Ensemble de la séance
Chantal	CORVEE	Guy	LANGE	
Jean	CHATELAIS	Subay	SAHIN	
Inès	CHATÉ	Irène	COJEAN	
Yvette	LERICHOMME	Josette	BONNEL	
Lori	HELLOCO	Yves	GOASDOUE	
Michel	DUMAINE	Nadine	COURTEILLE	
Catherine	HAVAS	Jean-Marc	LEVERRIER	
Philippe	SENAUX	Mathieu	HELLOUIN	
				74 à la fin

Excusée : Gaëlle PIOLINE

Absent : Noël DJEZAIRI

EFFECTIF		Question	Présents	Votants
En exercice	: 53	61 à 72	43	51
Quorum	: 27	73	43	49
		74 à 88	42	51

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Ciôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
19.06.14	19 h 30	Irène COJEAN	21 h 50	26.06.14	30 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	85	4.1 4.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T

Présenté par

Serge LOUICHE

Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
PERSONNEL RELATIONS AVEC LA SIRTOM MARCHES PUBLICS		02	18.06.14	16	
CONSEIL	Séance	05	25.06.14	N° d'ordre	N° délibération
				25	85

OBJET	PERSONNEL COMMUNAUTAIRE - DIALOGUE SOCIAL - COMITE TECHNIQUE - ELECTIONS PROFESSIONNELLES 2014 - FIXATION DU NOMBRE DE REPRESENTANTS DU PERSONNEL
-------	---

JLB/VV/EA

Chers Collègues,

L'article 32 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale dispose qu'un comité technique est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins cinquante agents.

Conformément à ces dispositions, le Conseil Communautaire a, par délibération 82 du 21 février 2013, décidé de la création d'un Comité Technique au 1^{er} janvier 2013 (suite à la création du nouvel établissement issu de la fusion entre la Communauté d'Agglomération du Pays de FLERS, la Communauté de Communes de la Haute Varenne et du Houllme et la Commune de LANDISACQ).

Les Comités Techniques comprennent des représentants du personnel et des représentants de la collectivité ou de l'établissement. Les élections professionnelles visant à reconduire le mandat des représentants du personnel sont prévues pour la fin de l'année 2014 (date fixée par arrêté ministériel).

Il convient, eu égard à cette échéance, de rappeler les règles applicables à cette instance de concertation et de dialogue social.

1°) le collège des représentants du personnel :

La CAPF comptait 192 agents à la date du 1^{er} janvier 2014, date à laquelle doivent être arrêtés les effectifs pour apprécier le seuil emportant création d'un comité technique et permettant de déterminer le nombre des représentants titulaires du personnel.

Pour mémoire, le décret 85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, prévoit que, lorsque l'effectif de la collectivité ou de l'établissement est au moins égal à 50 et inférieur à 350, les représentants précités sont au nombre de 3 à 5.

Conformément au texte précité, il revient à l'assemblée délibérante d'arrêter, avant chaque scrutin, le nombre de délégués siégeant au sein du collège des représentants du personnel, après concertation préalable avec les organisations syndicales représentées au Comité Technique.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	85	4.1 4.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

La concertation engagée avec les organisations syndicales concernées a été organisée le 17 juin dernier, et a donné lieu à la finalisation d'un protocole d'accord formalisant un avis favorable et unanime pour maintenir le nombre de représentants du personnel à 5 titulaires (à l'identique de la représentation des personnels au sein de l'actuel comité technique).

2°) le collège des représentants de l'établissement :

En ce qui concerne la désignation des représentants de l'établissement, le décret précité prévoit que ces membres sont désignés par l'autorité investie du pouvoir de nomination parmi les membres de l'organe délibérant ou parmi les agents de l'établissement public. Ils forment, avec le Président du comité (qui est lui-même désigné parmi les membres de l'organe délibérant de l'établissement auprès duquel est placé le comité technique), le collège des représentants de l'établissement.

Leur nombre ne peut être supérieur au nombre de représentants du personnel au sein du comité. Dans le cas où le nombre de membres du collège des représentants de l'établissement est inférieur à celui des représentants du personnel, le président du comité technique est assisté, en tant que de besoin, par le ou les membres de l'organe délibérant et par le ou les agents de l'établissement concernés par les questions ou projets de textes soumis à l'avis du comité. Ces derniers ne sont pas membres du comité technique. L'avis du comité est alors émis à la majorité des représentants du personnel présents ayant voix délibérative.

Par ailleurs, le décret précité laisse à votre appréciation la possibilité de recueillir l'avis du collège des représentants de l'établissement sur les questions soumises au comité technique. Son avis est alors rendu lorsqu'ont été recueillis, d'une part, l'avis du collège des représentants de l'établissement et, d'autre part, l'avis du collège des représentants du personnel. Chaque collège émet son avis à la majorité de ses membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix au sein d'un collège, l'avis de celui-ci est réputé avoir été donné.

Concernant ces différents points, le Conseil Communautaire a, au cours de sa réunion du 21 février 2013, arrêté un certain nombre de décisions :

- 1) Conformément aux dispositions de l'article 32 de la loi 84-53 précitée stipulant que les comités techniques sont présidés par l'autorité territoriale ou son représentant (qui ne peut être qu'un élu local), il a pris acte du fait que le Comité Technique serait présidé par le Président de la CAPF, ou son représentant, en principe le Vice-président délégué au personnel ;
- 2) Il a validé la proposition du Président de la CAPF visant à fixer le nombre des représentants de l'établissement à 4 titulaires, qui forment avec le Président du Comité Technique, le collège des représentants de l'établissement ;
- 3) Enfin, il a décidé que l'avis du collège des représentants de l'établissement serait recueilli sur les questions soumises à l'examen du Comité Technique.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	85	4.1 4.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

1 – FIXER

le nombre de délégués siégeant au sein du collège des représentants du personnel au Comité Technique de la Communauté d'Agglomération du Pays de FLERS à 5 titulaires, conformément au protocole d'accord présenté en annexe.

2 – CONFIRMER

les décisions arrêtées par le Conseil Communautaire du 21 février 2013 relative au collège des représentants de l'établissement, pour ce qui concerne la présidence du Comité Technique, la fixation du nombre de représentants de l'établissement à 4 titulaires, et le recueil de l'avis du collège des représentants de l'établissement sur les questions soumises à l'avis du Comité.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140625-DEL85-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/06/2014
Publication : 30/06/2014

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS
COMITE TECHNIQUE - COMPOSITION
CONSULTATION PREALABLE DES ORGANISATIONS SYNDICALES

JLB/DJ

PROTOCOLE D'ACCORD

VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment ses articles 32 et 33,

VU le décret 85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU la création d'un Comité Technique propre à la Communauté d'Agglomération du Pays de FLERS (CAPF) par délibération 82 du Conseil Communautaire en date du 21 février 2013,

CONSIDERANT que les élections professionnelles visant à renouveler le mandat des représentants du personnel au sein des Comités Techniques sont prévues pour le mois de décembre 2014 (la date pressentie du scrutin étant prévue au 4 décembre 2014).

CONSIDERANT que le nombre de représentants titulaires du personnel est fixé, selon l'effectif des agents relevant du Comité Technique, par l'organe délibérant de l'établissement, après consultation des organisations syndicales,

CONSIDERANT que, lorsque l'effectif de la collectivité est au moins égal à 50 et inférieur à 350, les représentants précités sont au nombre de 3 à 5,

CONSIDERANT que les effectifs à prendre en considération pour déterminer la composition du comité s'apprécient à la date du 1^{er} janvier de l'année des élections,

CONSIDERANT que la CAPF compte un effectif supérieur à 50 et inférieur à 350 agents, soit 192 agents au 1^{er} janvier 2014,

CONSIDERANT que la consultation engagée ce jour avec les organisations syndicales a pour objectif de formaliser l'accord relatif à la composition du futur comité, étant précisé que le nombre de représentants du personnel arrêté ci-dessous ne prendra effet qu'à compter de l'élection des représentants du personnel de la fin de l'année 2014 (dont la date doit être arrêtée par arrêté ministériel),

LES SIGNATAIRES ci-après certifient qu'au cours de la réunion organisée le 17 juin 2014 par le Président de la CAPF, ils ont émis un **AVIS favorable** pour que la composition du Comité Technique CAPF soit fixée à :

5 représentants titulaires.

Fait à Flers le 17 juin 2014.

LISTE	Représentants des Délégués Titulaires du CT	Signature	Certifié exact, Le Président de la CAPF, Le Vice-Président délégué au personnel communautaire
CGT	Philippe BIGOT		 Serge LOUCHE
CFDT- INTERCO	Franck TABOURET		

Annexe à la délibération n° 85
du CC n° 05 en date du 25.06.14

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers			
Date	Délibération	Nature	Folio n°
25.06.14	86	4.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

SEANCE N° 05 DU 25 JUIN 2014

28 questions, numérotées de 61 à 88

DELIBERATION

PERSONNEL COMMUNAUTAIRE TABLEAU DES EFFECTIFS MODIFICATION 2014-4

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, sauf pour la question n° 73 présidée par Pierre SALLES, doyen d'âge.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUCHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVÉE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents		Suppléants présents		Questions
Annie	GROSSE	Jean-Yves	BAZIN	Ensemble de la séance
Bruno	LOUISE	François	CHOCHON	
Jean-Claude	DORSY	Marie-Christine	LEDEUX	

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :

Mandant		Mandataire		Questions
Brigitte	BASTIANUTTI	Gérard	COLIN	Ensemble de la séance
Chantal	CORVEE	Guy	LANGE	
Jean	CHATELAIS	Subay	SAHIN	
Inès	CHATÉ	Irène	COJEAN	
Yvette	LERICHOMME	Josette	BONNEL	
Lori	HELLOCO	Yves	GOASDOUE	
Michel	DUMAINE	Nadine	COURTEILLE	
Catherine	HAVAS	Jean-Marc	LEVERRIER	
Philippe	SENAUX	Mathieu	HELLOUIN	
				74 à la fin

Excusée : Gaëlle PIOLINE

Absent : Noël DJEZAIRI

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
	61 à 72	43	51
	73	43	49
	74 à 88	42	51

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
19.06.14	19 h 30	Irène COJEAN	21 h 50	26.06.14	30 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	86	4.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARPETES DU PRESIDENT			

R A P P O R T

Présenté par
Serge LOUCHE
Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
PERSONNEL RELATIONS AVEC LA SIRTOM MARCHES PUBLICS		02	18.06.14	17	
CONSEIL	Séance	05	25.06.14	N° d'ordre	N° délibération
				26	86

OBJET	PERSONNEL COMMUNAUTAIRE - TABLEAU DES EFFECTIFS - MODIFICATION 2014-4
--------------	--

JLB/VV/EA

Chers Collègues,

La modification du tableau des effectifs vous est proposée pour prendre en compte les évolutions suivantes:

1. Diverses promotions de grades justifiées par les besoins du service :

Les propositions de modifications présentées ci-après prennent en compte diverses promotions de grades, justifiées par les besoins d'organisation des services, soumises à l'avis des commissions administratives paritaires placées près du Centre Départemental de Gestion du Personnel Territorial, ou après réussite à concours.

2. Une modification de la structuration de la direction de la cohésion sociale (DCS) :

Plusieurs mouvements de personnels non compensés, et le départ pour raisons personnelles de trois agents en 2013 et 2014, conduisent aujourd'hui à proposer une nouvelle structuration de la DCS pour permettre à cette dernière d'assumer la continuité des missions actuelles ou nouvelles qui lui ont été confiées, mais aussi pour respecter les engagements contractés avec certains de nos partenaires.

Cette situation amène à resserrer l'organisation de la direction en 4 pôles de service, chargés d'assurer le pilotage des politiques publiques transversales (PEL, CCEL, CUCS....) relevant de la cohésion sociale, sous la responsabilité d'un binôme de direction (avec la transformation d'un poste de chargé de mission en adjoint à la directrice) : petite enfance, animation sociale et éducative, prévention et médiation, insertion et accompagnement social.

Pour chacun de ces 4 services, les propositions portent sur les points suivants :

2.1 Service Petite Enfance :

- La création d'un véritable service Petite Enfance, placé sous la responsabilité de la puéricultrice, actuellement responsable du multi-accueil Ribambelle (cadre A):

Le remplacement de l'éducatrice de jeunes enfants, responsable du multi-accueil Farandole, a conduit la puéricultrice en charge de la structure Ribambelle, sur demande du service de Protection Maternelle et Infantile (PMI) du Conseil Général, à assurer la coordination de cet équipement. Il est proposé de positionner cette dernière en qualité de responsable d'un nouveau service Petite Enfance, lui permettant, dans un premier temps, de prendre en responsabilité la coordination des trois multi-accueils de la CAPF, mais aussi d'être le référent agréé des autorités de tutelle (PMI). Son intervention correspondrait à une durée de service estimée à un ½ temps.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	86	4.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

- Le renfort des équipes par le recrutement d'une auxiliaire de puériculture « volante » (catégorie C), pour assurer le respect des obligations réglementaires et des taux d'encadrement des enfants.

Cet agent serait susceptible d'intervenir prioritairement sur Brin de Malice (calibrage de l'équipe suite au passage de la Halte garderie en multi accueil), et sur Ribambelle (pour le mi-temps non assuré auprès des enfants par la puéricultrice, cette dernière étant affectée à la coordination des trois structures).

- L'engagement en anticipation du recrutement de la future éducatrice de jeunes enfants de Brin de Malice, en raison du départ en retraite de la responsable de cette structure, prévu pour le début 2015 (fin 2014 compte-tenu des congés), pour accompagner cette transition et préparer sereinement ce changement de pratiques professionnelles déjà engagé.

Ce schéma d'organisation permet de calibrer les équipes (+1) au regard de l'offre de service proposée actuellement (16 à Brin de Malice, 16 à Farandole et 13 à Ribambelle).

2.2 Service Animation Sociale et Educative :

Il s'agit de renforcer l'actuel service Vie des quartiers pour le transformer en une nouvelle entité, afin de prendre en compte de nouvelles missions, dans le cadre d'une structuration en 2 secteurs d'intervention :

- Un secteur **Vie des quartiers**, avec deux centres sociaux (Halbout et St Michel) œuvrant sur des territoires ciblés (politique de la ville). Sur ce champ, le remplacement des deux agents d'animation sociale à mi-temps (qui ont choisi de rejoindre les effectifs de la Ville de FLERS dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires) est proposé par un agent à temps complet (catégorie C).
- Un secteur **Animation jeunesse**, avec deux axes à l'échelle de l'agglomération :
 - les accueils de loisirs extra scolaires (mercredi, petites vacances et période estivale) Sur ce champ, est proposée la transformation du poste de chargé de mission Enfance Famille (catégorie A), vacant suite à mutation, en un poste de responsable de l'animation jeunesse (catégorie B).
 - les activités éducatives autour de l'école. Pour cela, est envisagée la transformation d'un poste d'animateur socio-sportif en un poste d'animateur coordonnateur des activités éducatives, en cohérence avec la réforme des rythmes scolaire à l'échelle des 25 communes de la CAPF (catégorie B).
- Cette organisation positionne l'actuel chargé de développement, responsable du service Vie des quartiers, dans la fonction de responsable de ce nouveau service élargi (catégorie B ayant vocation à évoluer en A).

2.3 Service Prévention et Médiation : le schéma d'organisation proposé ne prévoit pas de modification. Il fait simplement évoluer l'ancien service Médiation et Gestion Urbaine de proximité au regard de missions actualisées, suite à l'intégration de l'équipe de médiation de la Régie des Quartiers, mise à disposition de la CAPF depuis le 1^{er} janvier dernier. Cette évolution positionne l'actuel chargé de mission prévention et éducation citoyenne dans une fonction de responsable du service Médiation et Prévention.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	86	4.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

2.4 Service Insertion et Accompagnement Social :

La proposition vise à faire évoluer l'actuel service Hébergements et Accueils Spécifiques en une entité ayant vocation à intervenir sur un champ plus large. Placé sous la responsabilité de l'adjoint à la directrice de la cohésion sociale, il prendrait en charge la gestion des activités de plusieurs équipements (résidence jeunes du gros chêne, aire d'accueil des gens du voyage) mais aussi de projets partenariaux portés par la DCS, tel que le Point Information Jeunesse (PIJ).

Pour cela, il est proposé de :

- Positionner l'animateur socio-éducatif de la résidence jeunes en qualité de responsable de l'équipement.
- Faire évoluer les missions de l'agent d'animation socio-éducatif de la résidence jeunes à temps complet (à l'occasion d'un départ volontaire), tout en maintenant son rattachement à la résidence, et en proposant une articulation de son temps de travail répartie à parts égales entre la résidence et le PIJ (50/50) ce qui permet de renforcer l'offre auprès des jeunes sur plusieurs thématiques (l'hébergement, la formation, la mobilité, la prévention, la santé, les loisirs...)
- Réajuster l'offre du PIJ par un mi-temps complémentaire afin de respecter les engagements pris avec les partenaires.

Le tableau présenté en annexe récapitule ces propositions.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - MODIFIER** le tableau des effectifs dans les conditions ci-dessus exposées.
- 2 - PRENDRE** l'engagement d'inscrire au Budget les crédits correspondants.
- 3 - PRECISER** qu'il y aura à se prononcer sur les suppressions de postes qui constituent une opération d'ordre, dans le cadre d'une délibération annuelle prise après avis du Comité Technique.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140625-DEL86-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/06/2014

Publication : 30/06/2014

Annexe à la délibération 86
du CC 05 du 25.06.2014



Le Président,

Yves GOASDOUE

**PERSONNEL COMMUNAUTAIRE - TABLEAU DES EFFECTIFS
MODIFICATION 2014-4**

CREATIONS		Direction Service	Budget	Echelle	Date d'effet	SUPPRESSIONS à adopter après avis du CTP		Budget		
EMPLOIS	GRADES OU CADRES D'EMPLOIS					EMPLOIS	GRADES OU CADRES D'EMPLOIS			
1. Evolutions de carrière										
1 directrice cohésion sociale	1 attaché principal	Cohésion sociale	Général	E6	01.07.14	1 directrice cohésion sociale	1 attaché	Général		
1 responsable secteur jeunesse	1 assistante de CPB principale de 1 ^{ère} classe	Culture : Médiathèque	Général			1 responsable secteur jeunesse	1 assistante de CPB principale de 2 ^{ème} classe	Général		
1 chargé de travaux	1 technicien principal de 1 ^{ère} classe	Eau Assainis- sement : Réseaux	Eau			1 chargé de travaux	1 technicien principal de 2 ^{ème} classe	Eau		
1 contremaître golf	1 agent de maîtrise principal	Attractivité Territoire : Golf	Général			1 contremaître golf	1 agent de maîtrise	Général		
1 contremaître épandage	1 agent de maîtrise principal	Eau Assainis- sement : Usines eaux usées	Assainis- sement			1 contremaître épandage	1 agent de maîtrise	Assainisse- ment		
3 agents d'exploitation, électro- mécaniciens	3 adjoints techniques principaux de 1 ^{ère} classe	Eau Assainisse- ment : Réseaux	Eau			3 agents d'exploitation, électro- mécaniciens	3 adjoints techniques principaux de 2 ^{ème} classe	Eau		
		Eau Assainis- sement : Réseaux	Assainis- sement					Assainisse- ment		
		Eau Assainis- sement : Usines eau potable	Eau					Eau		
1 agent d'accueil	2 adjoints administratifs principaux de 2 ^{ème} classe	Cohésion sociale : Maison d'activités E.HALBOUT	Général			E5	01.07.14	1 agent d'accueil	2 adjoints administratifs de 1 ^{ère} classe	Général
1 chargée de clientèle		Eau Assainis- sement : Clientèle	Eau					1 chargée de clientèle		Eau
2 employées de médiathèque	2 adjoints du patrimoine principaux de 2 ^{ème} classe	Culture : Médiathèque	Général					2 employées de médiathèque	2 adjoints du patrimoine de 1 ^{ère} classe	Général
1 auxiliaire de puériculture	1 auxiliaire de puériculture principale de 2ème classe	Cohésion sociale : Multi accueil Farandole	Général					1 auxiliaire de puériculture	1 auxiliaire de puériculture de 1 ^{ère} classe	Général
1 agent d'exploitation, chef de chantier	2 adjoints techniques principaux de 2 ^{ème} classe	Eau Assainis- sement : Réseaux	Assainis- sement					1 agent d'exploitation, chef de chantier	2 adjoints techniques de 1 ^{ère} classe	Assainisse- ment
1 agent de service et d'accueil		Culture : Médiathèque	Général					1 agent de service et d'accueil		Général

PERSONNEL COMMUNAUTAIRE - TABLEAU DES EFFECTIFS MODIFICATION 2014-4								
CREATIONS		Direction Service	Budget	Echelle	Date d'effet	SUPPRESSIONS à adopter après avis du CTP		Budget
EMPLOIS	GRADES OU CADRES D'EMPLOIS					EMPLOIS	GRADES OU CADRES D'EMPLOIS	
2. Structuration de la direction cohésion sociale								
Direction								
1 adjoint au directeur / à la directrice cohésion sociale	1 attaché	Cohésion sociale : direction	Général		01.09.14	1 chargé de mission, responsable de service Hébergements et accueils spécifiques	1 attaché	Général
Service Petite Enfance								
1 responsable du service Petite Enfance	1 puéricultrice de classe supérieure	Cohésion sociale : service Petite enfance	Général		01.09.14	1 puéricultrice, responsable structure multi-accueil petite enfance	1 puéricultrice de classe supérieure	Général
1 auxiliaire de puériculture	Cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture (auxiliaire de 1 ^{ère} classe à principal 1 ^{ère} classe)	Cohésion sociale : Multi accueil		de E4 à E6 selon grade				
1 responsable structure multi-accueil petite enfance	Cadre d'emplois des éducatrices de jeunes enfants (grade d'éducateur à principal)	Cohésion sociale : Multi accueil Brin de Malice		Educatrice jeunes enfants (selon grade)		1 responsable structure multi-accueil petite enfance (à supprimer en 2015)	1 éducatrice principale	
Service Animation Sociale et Educative								
1 agent d'animation sociale	Cadre d'emplois des adjoints d'animation (adjoint 2 ^{ème} classe à adjoint principal de 1 ^{ère} classe)	Cohésion sociale : service Animation Sociale et Educative (vie des quartiers)	Général	de E3 à E6 selon grade	01.09.14	2 agents d'animation sociale à mi-temps	2 adjoints d'animation sociale à 17,5/35èmes heures hebdomadaires	Général
1 responsable animation jeunesse	Cadre d'emplois des animateurs (grade d'animateur à animateur principal de 1 ^{ère} classe) ou des adjoints d'animation (adjoint 2 ^{ème} classe à adjoint principal de 1 ^{ère} classe)	Cohésion sociale : service Animation Sociale et Educative (animation jeunesse)		Cadre d'emplois animateur (selon grade) ou des adjoints animation (E3 à E6)		1 chargé de mission Enfance-Famille	1 attaché	
1 animateur coordonnateur des activités éducatives	1 animateur			Animateur		1 animateur socio-sportif	1 animateur	
1 responsable du service Animation Sociale et Educative	1 animateur principal de 1 ^{ère} classe	Cohésion sociale : service Animation Sociale et Educative		Animateur principal 1 ^{ère} classe		1 chargé de développement, responsable de service	1 animateur principal de 1 ^{ère} classe	
Service Prévention et Médiation								
1 responsable du service Prévention et Médiation	1 attaché	Cohésion sociale : service Prévention et Médiation	Général		01.09.14	1 chargé de mission prévention et éducation citoyenne	1 attaché	Général

**PERSONNEL COMMUNAUTAIRE - TABLEAU DES EFFECTIFS
MODIFICATION 2014-4**

MODIFICATION 2014-4

CREATIONS		Direction	Budget	Echelle	Date d'effet	SUPPRESSIONS à adopter après avis du CTP		Budget
EMPLOIS	GRADES OU CADRES D'EMPLOIS					Service	EMPLOIS	
Service Insertion et Accompagnement social								
1 animateur socio-éducatif, responsable d'équipement	1 animateur	Cohésion sociale : service Insertion et Accompagne ment Social (résidence jeunes)	Général	Animateur	01.09.14	1 animateur socio-éducatif	1 animateur	Général
1 animateur ou agent d'animation socio-éducatif	Cadre d'emplois des animateurs (grade d'animateur à animateur principal de 1 ^{ère} classe) ou des adjoints d'animation (adjoint 2 ^{ème} classe à adjoint principal de 1 ^{ère} classe)	Cohésion sociale : service Insertion et Accompagne ment Social (résidence jeunes/PIJ)		Cadre d'emplois animateur (selon grade) ou des adjoints animation (E3 à E6)		1 agent d'animation socio-éducatif	1 adjoint d'animation de 2 ^{ème} classe	
1 animateur ou agent d'animation socio-éducatif à mi-temps	Cadre d'emplois des animateurs (grade d'animateur à animateur principal de 1 ^{ère} classe) ou des adjoints d'animation (adjoint 2 ^{ème} classe à adjoint principal de 1 ^{ère} classe) A 17,5/35èmes heures hebdomadaires	Cohésion sociale : service Insertion et Accompagne ment Social (PIJ)						

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers

Date	Délibération	Nature	Folio n°
25.06.14	87	4.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

SEANCE N° 05 DU 25 JUIN 2014

28 questions, numérotées de 61 à 88

DELIBERATION

PERSONNEL COMMUNAUTAIRE EMPLOIS PERMANENTS CHARGE DE MISSION INSERTION FORMATION RECOURS A UN EMPLOI CONTRACTUEL

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, sauf pour la question n° 73 présidée par Pierre SALLES, doyen d'âge.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Fiers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUICHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Fiers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Fiers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Fiers), Cécile SAUVÉE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEMBault (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents		Suppléants présents		Questions
Annie	GROSSE	Jean-Yves	BAZIN	Ensemble de la séance
Bruno	LOUISE	François	CHOCHON	
Jean-Claude	DORSY	Marie-Christine	LEDEUX	

Tous présents, à l'exception de :

Mandant		Mandataire		Questions
Brigitte	BASTIANUTTI	Gérard	COLIN	Ensemble de la séance
Chantal	CORVEE	Guy	LANGE	
Jean	CHATELAIS	Subay	SAHIN	
Inès	CHATÉ	Irène	COJEAN	
Yvette	LERICHOMME	Josette	BONNEL	
Lori	HELLOCO	Yves	GOASDOUE	
Michel	DUMAINE	Nadine	COURTEILLE	
Catherine	HAVAS	Jean-Marc	LEVERRIER	
Philippe	SENAUX	Mathieu	HELLOUIN	
				74 à la fin

Excusée : Gaëlle PIOLINE

Absent : Noël DJEZAIRI

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
	61 à 72	43	51
	73	43	49
	74 à 88	42	51

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
19.06.14	19 h 30	Irène COJEAN	21 h 50	26.06.14	30 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	87	4.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T

Présenté par
Serge LOUICHE
Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
PERSONNEL RELATIONS AVEC LA SIRTOM MARCHES PUBLICS		02	18.06.14	18	
CONSEIL	Séance	05	25.06.14	N° d'ordre	N° délibération
				27	87

OBJET	PERSONNEL COMMUNAUTAIRE - EMPLOIS PERMANENTS - CHARGE DE MISSION INSERTION FORMATION - RECOURS A UN EMPLOI CONTRACTUEL
-------	--

JLB/VV/EA

Chers Collègues,

Conformément aux dispositions de l'article 34 de la loi 84-53 modifiée du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, **« les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. La délibération précise le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé. Elle indique, le cas échéant, si l'emploi peut également être pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article 3-3. Dans ce cas, le motif invoqué, la nature des fonctions, les niveaux de recrutement et de rémunération de l'emploi créé sont précisés. »**

L'emploi de chargé de mission insertion formation affecté à la direction de l'attractivité du territoire relève du tableau des effectifs permanents de la collectivité. Il va être vacant au 1^{er} septembre prochain en raison de l'expiration du contrat conclu avec la personne recrutée sur ce poste.

Une procédure de recrutement a donc été lancée, dans le respect des dispositions de la loi 84-53 précitée, afin de pourvoir cet emploi par le recrutement d'un fonctionnaire territorial.

En effet, l'article 3 de la loi 83-634 du 13 juillet modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, constituant le titre 1^{er} du statut général des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales, prévoit expressément que les emplois permanents des collectivités territoriales sont occupés par des fonctionnaires, sauf dérogation législative, ce qui doit conduire les collectivités territoriales à nommer des fonctionnaires sur les emplois permanents ouverts à la vacance, sauf dans les hypothèses dérogatoires expressément prévues par le législateur.

Ces situations dérogatoires sont précisées par les articles 3 à 3-5 de la loi 84-53 précitée, qui listent les cas dans lesquels une collectivité peut recourir à un personnel contractuel non titulaire. L'article 3-3 dispose notamment : **« Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée et sous réserve de l'article 34 de la présente loi, des emplois permanents peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels dans les cas suivants :**

2° Pour les emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la présente loi...

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	87	4.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARPETES DU PRESIDENT				

Les agents ainsi recrutés sont engagés par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ces contrats sont renouvelables par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans. Si, à l'issue de cette durée, ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée. »

En l'espèce, la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'a pu aboutir, faute de candidature statutaire répondant aux caractéristiques du poste.

Votre assemblée est dès lors appelée à ouvrir l'accès de cet emploi permanent à un agent contractuel, conformément aux dispositions combinées des articles 3-3 et 34 de la loi 84-53 précitée, telles que détaillées ci-dessus.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

1. INDIQUER

que l'emploi permanent de chargé de mission insertion formation peut être pourvu par le recours à un agent contractuel dans les conditions prévues par l'article 3-3 de la loi 84-53 modifiée du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

2. PRECISER

que le motif et les conditions du recrutement contractuel de cet emploi s'établissent comme suit :

Emploi		Chargé(e) de mission insertion formation
Grade		Attaché territorial
Temps de travail		Temps complet
Motifs du recrutement contractuel	Référence	Article 3-3-2° de la loi 84-53 modifiée
	Niveau	Emploi de catégorie A
	Motivation	Besoins du service : nécessité d'assurer la continuité du service public face à l'impossibilité de recrutement d'un fonctionnaire.
Nature des fonctions (Missions)		Le/la chargé(e) de mission insertion formation contribue à faciliter l'insertion professionnelle, la formation, la levée des freins à l'emploi comme la mobilité ou les discriminations, l'accès ou le retour à l'emploi, la création ou reprise d'activités des demandeurs d'emploi de la CAPF.
Rémunération		Assise sur le 1 ^{er} échelon du grade d'attaché territorial, indice brut 379, indice majoré 349 Régime indemnitaire suivant délibérations votées à ce jour.
Durée de l'engagement (à titre indicatif)		Contrat à durée indéterminée (suivant application de l'article 3-3 2° : reconduction d'un contrat au-delà d'une durée maximale de 6 ans).

ADOpte A L'UNANIMITE.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140625-DEL87-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/06/2014
Publication : 30/06/2014



Le Président,

Ves GOASDOUE

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers			
Date	Délibération	Nature	Folio n°
25.06.14	88	4.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

SEANCE N° 05 DU 25 JUN 2014

28 questions, numérotées de 61 à 88

DELIBERATION

PERSONNEL COMMUNAUTAIRE EMPLOIS PERMANENTS : AGENTS NON TITULAIRES RECRUTES EN CDI MISE EN ŒUVRE DU PROTOCOLE PORTANT REVALORISATION DES REMUNERATIONS MESURES D'APPLICATION 2014 : AVENANTS AUX CONTRATS DE TRAVAIL

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, sauf pour la question n° 73 présidée par Pierre SALLES, doyen d'âge.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUCHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVÉE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents	Suppléants présents	Questions
Annie GROSSE Bruno LOUISE Jean-Claude DORSY	Jean-Yves BAZIN François CHOCHON Marie-Christine LEDEUX	Ensemble de la séance

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandant	Mandataire	Questions
	Brigitte BASTIANUTTI Chantal CORVEE Jean CHATELAIS Inès CHATÉ Yvette LERICHOMME Lori HELLOCO Michel DUMAINE Catherine HAVAS Philippe SENAUX	Gérard COLIN Guy LANGE Subay SAHIN Irène COJEAN Josette BONNEL Yves GOASDOUE Nadine COURTEILLE Jean-Marc LEVERRIER Mathieu HELLOUIN	Ensemble de la séance 74 à la fin

Excusée : Gaëlle PIOLINE

Absent : Noël DJEZAIRI

EFFECTIF	Question	Présents	Votants
En exercice : 53	61 à 72	43	51
Quorum : 27	73	43	49
	74 à 88	42	51

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
19.06.14	19 h 30	Irène COJEAN	21 h 50	26.06.14	30 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	25.06.14	88	4.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

R A P P O R T

Présenté par
Serge LOUCHE
Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
PERSONNEL RELATIONS AVEC LA SIRTOM MARCHES PUBLICS		02	18.06.14	19	
CONSEIL	Séance	05	25.06.14	N° d'ordre	N° délibération
				28	88

OBJET	PERSONNEL COMMUNAUTAIRE - EMPLOIS PERMANENTS : AGENTS NON TITULAIRES RECRUTES EN CDI - MISE EN ŒUVRE DU PROTOCOLE PORTANT REVALORISATION DES REMUNERATIONS - MESURES D'APPLICATION 2014 : AVENANTS AUX CONTRATS DE TRAVAIL
--------------	---

JLB/VV/EA

Chers collègues,

Par délibération n° 1149 en date du 20 décembre 2012, le Conseil Communautaire a approuvé les termes d'un protocole portant organisation de la revalorisation des rémunérations des agents non titulaires, occupant des emplois permanents, recrutés en contrats à durée indéterminée, conformément aux dispositions du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale.

Pour mémoire, ce protocole formalise les conditions du réexamen de la rémunération des agents concernés en mettant en œuvre une procédure d'évaluation spécifique, telle que prévue par le décret 88-145 précité, tous les 3 ans.

Cette évaluation donne lieu à un compte-rendu et à une appréciation qui conduit l'autorité territoriale à proposer, ou pas, une évolution de la rémunération des intéressés.

Si la revalorisation est envisagée, elle se traduit par voie d'avenant au contrat de travail de chacun des bénéficiaires.

La collectivité a donc mis en application les termes de ce protocole au bénéfice des agents non titulaires employés en CDI concernés par ces dispositions au titre de l'année 2014, et le tableau présenté en annexe synthétise les propositions de revalorisation salariale envisagées pour cette année à l'issue du bilan des évaluations engagées.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

1 - AUTORISER Monsieur le Président à signer les avenants aux contrats de travail des agents bénéficiaires, au titre de l'année 2014, des dispositions du protocole portant organisation de la revalorisation des rémunérations des agents non titulaires, occupant des emplois permanents, recrutés en contrats à durée indéterminée, dans les conditions exposées en annexe.

2 - PRENDRE l'engagement d'inscrire au Budget les crédits correspondants.

ADOpte A L'UNANIMITE.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140625-DEL88-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/06/2014

Publication : 30/06/2014



Le Président,

Yves GOASDOUE

